



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



©Getty Images - Veronaa

MONDE

**PRIX NOBEL DE LA
PAIX 2025**

PAGE 7

DOSSIER

**LE CONFLIT
ISRAÉLO-
PALESTINIEN**

PAGE 12

RUSSIE & BIÉLORUSSIE

**ZAPAD-2025:
SIGNAUX POUR
L'OTAN**

PAGE 34

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2025-2026

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire – Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

L'automne 2025 s'ouvre sous le signe d'un espoir fragile et d'un désenchantement persistant. Après des mois de combats meurtriers dans la bande de Gaza, l'annonce d'un nouveau plan de paix, porté par Donald Trump, et l'instauration d'un énième cessez-le-feu ravivent un vieux refrain : celui d'une paix toujours promise, jamais atteinte. Ce numéro d'octobre s'inscrit dans la continuité du dix-septième numéro de la revue, paru en novembre 2023, qui revenait sur la naissance d'Israël et les origines du conflit israélo-palestinien. Deux ans plus tard, le contexte a changé, mais les questions demeurent : comment un conflit si ancien continue-t-il d'échapper à toute solution durable ? Quelles dynamiques politiques, régionales et internationales perpétuent ce cycle de tension et de violence ? Le dossier central, *Israël-Palestine : un conflit sans fin ?*, propose un retour analytique sur plus de soixante-dix ans de déchirures. De la disparition progressive du Hamas à la place prépondérante des États-Unis dans le soutien à Israël, les articles de ce numéro interrogent les logiques profondes d'un affrontement où la géopolitique se mêle à l'identité, à la foi et à la mémoire. Au-delà du Proche-Orient, l'actualité internationale illustre, elle aussi, les fractures d'un monde en recomposition. Le sommet de Tianjin esquisse les contours d'un nouvel ordre "anti-occidental" emmené par Pékin et Moscou, tandis que les manœuvres militaires Zapad-2025 rappellent la vigueur stratégique du tandem Russie-Biélorussie face à l'OTAN. En Europe, le programme SCAF incarne les défis de la coopération en matière de défense, au moment où le continent cherche à redéfinir son autonomie stratégique. Enfin, parce que le monde ne se comprend pas qu'à travers la politique et la guerre, notre page culture s'interroge : comment parlerait Zarathoustra aujourd'hui ?

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Les rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART

SOMMAIRE

4 LE SOMMET DE TIANJIN : L'AFFIRMATION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

Gauthier Borgono

7 PRIX NOBEL DE LA PAIX 2025 : UNE DÉCISION CONTROVERSÉE

Louise Lemaire

12 DOSSIER - ISRAËL-PALESTINE : UN CONFLIT SANS FIN ?

Houngbedji Edem Zangbe, Clémence Denis, Jade Hin-Cellura, Elysée Grace Babungu Maya et Ndeye Aminata Ndiaye

31 COMMENT PARLERAIT ZARATHOUSTRA AUJOURD'HUI ?

Ophélie Calichiama

34 ZAPAD-2025: EXERCICES RUSSIE-BIÉLORUSSIE ET SIGNAUX POUR L'OTAN

Konovalenko Oleksandr

39 SOUS LE MÊME CIEL, DES TRAJECTOIRES DIFFÉRENTES : LE SCAF ET LE DÉFI DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

Benjamin Rohart

44 REMERCIEMENTS

LE SOMMET DE TIANJIN : L'AFFIRMATION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

RÉDIGÉ PAR GAUTHIER BORGOGNO



©REUTERS - Alexander Kazakov

Les 31 août et 1er septembre dernier s'est tenu le 25e forum de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Tianjin en Chine. Une ville pas sélectionnée par le plus grand des hasards mais bien pour son emplacement côtier dans le nord du pays faisant référence à la guerre de l'opium. Durant cette réunion, l'idée d'un « nouvel ordre mondial » évoquée par Xi Jinping a immédiatement fait réagir les dirigeants des grandes puissances. Le président chinois est-il en train de rebâtir les cartes à l'échelle internationale en affirmant que les États-Unis ne sont plus la puissance qu'ils étaient après la guerre froide ?

Ce 25e forum de l'OCS rassemble cette année les membres permanents mais aussi certains invités comme l'Égypte, la Turquie, la Malaisie ou encore le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio Guterres. Chaque chef d'État des pays concernés s'est présenté pour cet événement spécial, à la future gloire peut-être, d'un nouveau monde anti-occidental. Être l'hôte de ce forum permet aussi à Xi Jinping de revenir sur la scène internationale, après son absence lors du sommet des BRICS, affichant sa pleine forme et sa folle envie de refaire le monde selon-lui.

Les ambitions affichées par Xi Jinping lors de ce rassemblement étaient d'ordre clair : montrer au monde entier que son pays et plus largement la région n'ont plus besoin d'aide extérieure, que ce soit sur le plan militaire, économique ou commercial. En effet, Pékin élargit son spectre d'influence et de coopération avec l'Asie du Sud tout en pensant à une réduction des exportations aux États-Unis causée par les sanctions douanières de Donald Trump. Ces taxes douanières infligées par Washington vont dans le sens de la Chine mais aussi d'un autre pays, concurrent direct des Chinois : L'Inde. Plus grande puissance démographique depuis 2023, elle s'affirme de plus en plus dans la région ne faisant pas les affaires de Xi Jinping et son projet des Nouvelles Routes de la soie rejeté par New Delhi depuis 2013. Néanmoins, durant ces deux jours, la tendance semble s'inverser puisque le président indien fut un invité de première ligne.

La présence de Narendra Modi, montre la « réconciliation » entre les deux pays pourtant se confrontant sur la course de la puissance dominante à l'échelle internationales pour les années à venir. Depuis

le conflit frontalier sino-indien de 2020 dans la région de Galwan, le président ne mit pas un pied sur le sol chinois. C'est ainsi la première fois depuis cinq longues années, que les deux chefs d'État se rencontrent sur un de leurs sols, montrant une possible future coopération entre ces géants de l'Asie. Cette idée est assez mal reçue par l'opinion publique indien alors que les questions frontalières cachemiries sont encore sujettes à de vives tensions. Tout par de l'événement de 1962, durant la guerre sino-chinoise et l'annexion d'une partie du Jammu Cachemire par la Chine. De plus, l'Inde perd cette guerre, une défaite encore amère.

D'un autre côté, cette situation profite au pays des tsars et place son chef d'État dans les meilleures conditions. C'est assurément le nom de Vladimir Poutine qui ressort, s'installant comme troisième homme dans les discussions sino-indiennes. Les droits de douane américains élevés (50%) envers les deux géants démographiques semblent faire l'affaire des Russes permettant à Moscou de s'immiscer dans les échanges entre Pékin et New Delhi. Une situation qui remet à la page l'idée d'une tripolarité entre les trois puissances se révélant être plutôt une utopie du côté indien. En effet, cette apparition permet à Vladimir Poutine de redorer son image après sa rencontre avec Donald Trump quelques semaines auparavant, une rencontre pour le moins coûteuse à la diplomatie russe. Ici, le président de Russie réhausse son prestige à l'international et montre qu'il n'est pas entièrement préoccupé par l'Ukraine s'affichant fièrement aux côtés des dirigeants asiatiques et de son protecteur chinois, décrivant leur amitié « sans limites ».

Ce forum fut également l'occasion pour le président iranien, Massoud Pezechkian, de s'afficher la tête haute après que son pays eût subi les bombardements israéliens et américains en août dernier. Sa présence en dit beaucoup sur les relations que peuvent entretenir Pékin et Téhéran. L'Iran ne fait pas cavalier seul.

Désormais, le but premier du président chinois est de stopper la grandissante influence des Nations émergentes de l'Indo-asiatique. Exclue de cette zone

éminemment stratégique, la souveraineté pékinoise dans la région est de plus en plus menacée. En effet, l'influence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) s'étend et pèse directement sur le fret maritime chinois, notamment autour du détroit de Malacca. Ici transite 40% des marchandises à l'international dont 90% de la marchandise chinoise. La force de cette association réunissant 10 pays de l'Asie du Sud-Est est un vrai frein pour le contrôle souhaité des Chinois. Ainsi, l'OCS change de rôle et n'est plus une simple organisation réunissant des pays afin de lutter contre le terrorisme et voulant stopper l'influence américain sur le continent pour favoriser l'accroissement des chinois. Avec la création d'une banque de développement, l'OCS fait directement concurrence avec le FMI. Cette nouvelle banque de développement accorderait des prêts en monnaie locale. Une belle initiative de la part de l'organisation car ce système de prêt pourrait favoriser les pays les moins bien équipés et mettra fin à la dépendance du dollar pour la Chine. Ainsi, il ne serait pas illogique de croire en l'apparition de nouveaux acteurs au sein de cette organisation, qu'il soit asiatique ou non.

Enfin, pour s'affirmer sur la scène internationale, la Chine finit « en beauté » avec un défilé militaire dans les rues de Pékin, le 3 septembre, avec bien sûr la présence de Vladimir Poutine mais aussi de Kim-Jong-Un, le président nord-coréen. Ce défilé commémore dans le même temps les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale par la capitulation du Japon en 1945. Le message est fort, le message est impactant, le message est envoyé directement envers les Japonais. Mais pas seulement, puisque cette démonstration de l'armée chinoise montre bien l'enjeu sécuritaire du pays et la volonté de devenir la puissance la mieux lotie sur le plan militaire. Avec la plus grande armée par le nombre de soldats, la Chine prévient les États-Unis de leurs avancées fulgurantes dans ce domaine.

Le message est clair : la volonté d'un monde anti-occidental et anti-américain. L'affirmation d'un « nouvel ordre mondial » a une résonance assez forte

dans la parole de chacun. La Chine repense la gouvernance mondiale et souhaite la changer. Néanmoins, les États-Unis restent très présents sur la scène internationale et ne risquent pas de s'effondrer d'aussi tôt. La Chine à trop vouloir en faire peut-elle aussi s'affaiblir ? Un contre balancier est à prévoir du côté de Pékin, car le mieux est l'ennemi du bien.

BIBLIOGRAPHIE

Articles académiques

- IRIS France. (2025). Le nouveau XXI^e siècle a-t-il commencé à Tianjin ?. IRIS France. <https://www.iris-france.org/le-nouveau-xxie-siecle-a-t-il-commence-a-tianjin/>
- IRIS France. (2025). 25e sommet de l'OCS : Pékin au centre d'un nouvel ordre mondial ? IRIS France. <https://www.iris-france.org/25eme-sommet-de-locs-pekin-au-centre-dun-nouvel-ordre-mondial/>

Articles de presse

- Causeur. (2025). Sommet de l'OCS à Tianjin : une étape supplémentaire de l'expansionnisme russo-chinois. Causeur. <https://www.causeur.fr/sommet-de-l-ocs-a-tianjin-une-etape-supplementaire-de-l-expansionnisme-russo-chinois-315623>
- Le Monde. (2025). Le sommet de Tianjin constitue l'acte de naissance du sud global. Le Monde. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/06/le-sommet-de-tianjin-constitue-l-acte-de-naissance-du-sud-global_6639215_3232.html
- Public Sénat. (2025). Sommet de Tianjin : la Chine veut montrer l'unité des pays du sud global contre la guerre commerciale des Etats-Unis. Public Sénat. <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/sommet-de-tianjin-la-chine-veut-montrer-l-unite-des-pays-du-sud-global-contre-la-guerre-commerciale-des-etats-unis>

PRIX NOBEL DE LA PAIX 2025 : UNE DÉCISION CONTROVERSÉE



RÉDIGÉ PAR LOUISE LEMAIRE



« Un Nobel pour Trump ». Inscription dans un champ israélien. ©AFP, 09/10/2025.

Vendredi 10 novembre 2025, à 11 heures à Oslo, le comité Nobel s'apprête à annoncer le nom du lauréat ou de la lauréate du tant convoité prix Nobel de la paix. À la surprise générale, c'est la Vénézuélienne Maria Corina Machado qui remporte le prix. Elle est donc préférée au Président des États-Unis Donald Trump qui voit rouge depuis cette annonce. Retour sur l'importance géopolitique de ce prix, les arguments du clan trumpiste et les combats portés par Maria Corina Machado.

I. LE PRIX NOBEL DE LA PAIX, UNE INSTITUTION GÉOPOLITIQUE

Alfred Nobel (1833-1896) est un chimiste suédois, inventeur entre autres de la dynamite. Peu de temps avant son décès, il propose l'idée de décerner un prix aux chercheurs qui ont permis des avancées en faveur de l'amélioration du monde dans les domaines de la médecine, de la chimie, de la physique, de la littérature, de l'économie et de la paix. Dans son testament, il insiste sur le fait que le prix Nobel de la paix doit récompenser « la personnalité qui aura le plus ou le mieux contribué à la fraternité entre les nations, à l'abolition ou à la réduction des armées permanentes et

à la tenue et à la promotion de congrès pour la paix ». Aujourd'hui, cette récompense, attribuée pour la première fois en 1901, peut être décernée à une personne, à un groupe de personnes ou à une organisation. Ces derniers ne peuvent pas porter leur candidature par eux-mêmes. En effet, il faut obligatoirement que ce soit un chercheur, un ancien Nobel, ou un chef d'État qui dépose une candidature auprès du Comité Nobel composé de chercheurs suédois et norvégiens — la Norvège était suédoise au moment du décès d'Alfred Nobel —. Le prix Nobel de la paix est celui qui reçoit le plus de candidatures, un nombre tournant souvent autour de 200. Le lauréat reçoit une médaille à l'effigie d'Alfred Nobel, un diplôme et environ un million d'euros qui est souvent reversé à une association ou une ONG. Le prix Nobel de la paix, qui met généralement en avant des combats discrets, rarement relayé à l'échelle internationale, est néanmoins le plus connu, car le plus médiatisé.

Il n'est pas nouveau que l'attribution du prix Nobel de la paix suscite la controverse. En effet, en 1935, la récompense est attribuée à Carl Von Ossietzky (1889 -

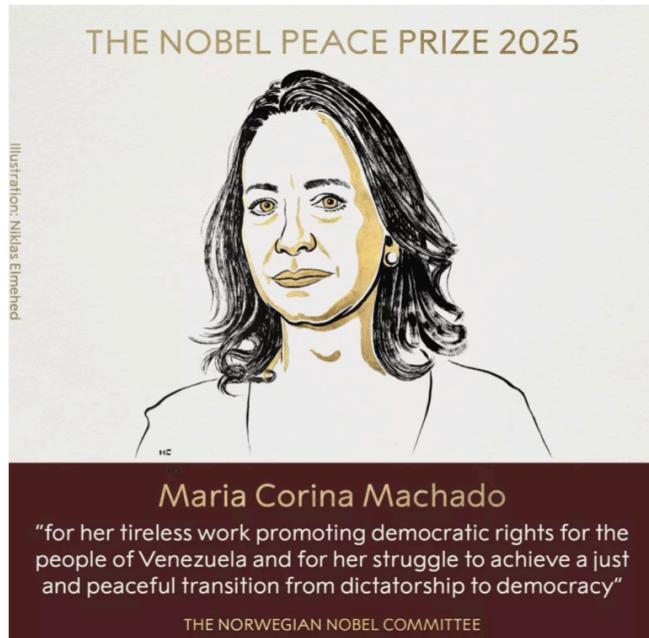
1938), un journaliste allemand qui a dénoncé le réarmement de l'Allemagne nazie suite à l'arrivée d'Hitler. Immédiatement, le régime nazi fait pression pour que le lauréat annonce publiquement qu'il refuse le prix. Le ministre norvégien des Affaires étrangères ainsi qu'un ancien Premier Ministre norvégien, tous deux membres du comité de l'époque, s'en étaient retiré pour ne pas que cette décision soit interprétée comme une position officielle de la Norvège contre le régime nazi allemand. Cependant, la crise diplomatique était inévitable entre les deux pays. Emprisonné dans l'un des premiers camps du régime nazi lorsqu'il est choisi par le comité, il y mourra en 1938 à l'âge de 48 ans. Autre exemple, en 1994, le prix Nobel de la paix est attribué à Yasser Arafat, Yitzhak Rabin et Shimon Peres pour leur implication dans les accords d'Oslo. Or, la paix est plus que fragile au moment du choix de l'Académie. Un des membres du comité avait d'ailleurs démissionné, estimant que ce choix était « trop marqué par la violence, la terreur et la torture ». Un autre exemple de controverse, visant ici un président étasunien en exercice : onze jours après son investiture en janvier 2009, une candidature au prix Nobel de la paix en faveur de Barack Obama a été déposée auprès du comité du célèbre prix norvégien. Celui-ci l'a obtenu en octobre 2009. Selon l'institut de sondage Gallup Poll, 61 % des Étasuniens interrogés estimaient que l'attribution de ce prix était prématurée. Lors de la réception de son prix à Oslo, Obama a confié son étonnement avant d'expliquer qu'il recevait cette récompense au nom de la diplomatie pacifique menée par son pays et non pour sa propre personne et ses propres actions. Plusieurs voix s'élèvent contre ce choix, et pas uniquement celles des opposants d'Obama ou de la politique menée par les États-Unis. Par exemple, le ministre des Affaires étrangères australien de l'époque Alexander Downer estime que cette décision est une « décision politique de stupidité grossière ». Avant Barack Obama, Théodore Roosevelt avait aussi reçu le prix Nobel de la paix suite à son implication dans la guerre russo-japonaise. Cette décision avait également été controversée à l'époque, car elle mettait à l'honneur un chef d'État en exercice pour la première fois.

Pour rappel, le prix Nobel de la paix 2024 fut attribué à l'organisation japonaise Nihon Hidankyo qui milite pour l'interdiction des armes nucléaires à travers le monde.

II. PRIX NOBEL DE LA PAIX 2025 : UN CHOIX HAUTEMENT POLITIQUE...

Depuis son arrivée à la Maison Blanche à la suite de sa première victoire aux élections présidentielles de 2016, Donald Trump n'a jamais caché son ambition d'obtenir un jour le prix Nobel de la paix. Pour l'obtenir en cette année 2025, le Président des États-Unis d'Amérique réélu en 2024 a mis en avant ses médiations dans les conflits opposants par exemple l'Inde et le Pakistan en Asie, la Serbie et le Kosovo en Europe, ou encore l'Égypte et l'Éthiopie ainsi que le Rwanda et la République démocratique du Congo en Afrique. Cependant, selon les experts chargés de décerner le prix, son rôle dans la résolution de ces conflits est bien souvent exagéré par son équipe de communication. De plus, Donald Trump est perçu comme étant un président controversé, semant la division parmi ses concitoyens. Beaucoup de jurys du comité estiment même que Donald Trump est en train de faire basculer la première puissance mondiale dans un système autoritaire. En effet, l'ancien homme d'affaires âgé de 79 ans cherche à restreindre de plus en plus de libertés auprès des minorités. Il a également affiché clairement sa volonté d'annexer le Canada tout en étant à la tête d'une guerre commerciale désormais mondiale. De plus, il n'hésite pas à déployer l'armée dans plusieurs grandes villes étasuniennes afin de réprimer les manifestations contre sa politique. Alors que, selon The Guardian, Donald Trump aurait appelé le ministre des Finances norvégien, auparavant secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), pour s'assurer qu'il gagnerait le prix Nobel tant convoité. Il en profité pour lui rappeler qu'il a reçu le soutien du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et du Président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi suite à sa proposition de plan de paix pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Malgré cet acharnement, le prix Nobel de la paix n'a pas été remis à Donald Trump. Le président du comité du

prix Nobel, Jørgen Watne Frydnes, a justifié ce choix en expliquant que celui-ci a été pris « uniquement en fonction du travail mené et la volonté d'Alfred Nobel ». La Maison Blanche a réagi le jour-même à travers un communiqué dénonçant l'attitude du comité Nobel « faisant passer la politique avant la paix », assurant ensuite que « Le président Trump continuera à conclure des accords de paix, à mettre fin aux guerres et à sauver des vies ».



Document n°1 : Annonce de l'attribution du prix Nobel de la paix à Maria Corina Machado sur les réseaux sociaux officiels du Comité Nobel, le 10/10/2025.

En dehors de Donald Trump, plusieurs personnes et organisations étaient aussi en lice pour obtenir le prix Nobel de la paix 2025. Parmi elles se trouvaient notamment le réseau d'aide humanitaire Sudan's Emergency Response Rooms, l'ONG Reporters sans frontières, Volodymyr Zelensky ou encore Ioulia Navalnaïa, opposante à Vladimir Poutine et veuve d'Alexeï Navalny. C'est finalement la Vénézuélienne de 58 ans, Maria Corina Machado, qui a obtenu la précieuse récompense. Le Comité Nobel a en effet décidé de lui remettre la distinction « pour son travail inlassable en faveur des droits démocratiques » ainsi que sa « lutte pour parvenir à une transition juste et pacifique, de la dictature à la démocratie ». Actuellement ennemie n°1 du régime de Nicolás Maduro, Maria Corina Machado a intégré la sphère

politique au début des années 2000 en militant en faveur de la tenue d'un référendum contre le Président Hugo Chavez. Pendant des années, elle fait de la chute du régime chaviste son cheval de combat. Surnommée « la libératrice » ou « l'âme de la résistance » par ses partisans, elle dédie sa vie à combattre de manière pacifique la politique de Nicolás Maduro depuis la chute du gouvernement chaviste. En effet, depuis que Nicolás Maduro est au pouvoir, le Venezuela respecte de moins en moins les droits humains : les membres des forces de l'ordre sont violents envers les citoyens, les accès aux soins de santé se restreignent, les opposants à la politique menée par le Président Nicolás Maduro enfermés. Étant donné ses activités politiques, Maria Corina Machado a été déclarée inéligible à la présidentielle de 2024 et n'a donc pas pu se présenter alors qu'elle est bien plus populaire que Edmundo González Urrutia qui a donc représenté l'opposition à N. Maduro durant ces élections. Même si son nom n'a pas pu être inscrit sur les bulletins de vote, c'est elle qui incarne la figure de l'opposition au régime Maduro aux yeux des Vénézuéliens. Visée par un mandat d'arrêt national depuis juillet 2024, elle ne veut pas quitter son pays pour qui elle lutte et se réfugie dans des lieux tenus secrets, parfois en y restant plusieurs semaines sans entretenir de contact humain. Ses trois enfants vivent à l'étranger pour éviter tout risque de kidnapping ou d'empoisonnement. Maria Corina Machado est vivement soutenue à l'international, notamment par les pays occidentaux qui ne reconnaissent pas la réélection de Nicolás Maduro, à l'image des États-Unis. Elle a reçu en 2024 le prix Sakharov, soit la plus haute distinction décernée par l'Union européenne à ceux et celles qui se battent pour le respect des droits humains. Elle figurait également dans la liste des personnalités les plus influentes dans le monde du magazine Times. Alors qu'Edmundo González Urrutia évoque une « très juste reconnaissance pour la longue lutte d'une femme et de tout un peuple pour notre liberté et notre démocratie [des Vénézuéliens] » suite à l'attribution du prix Nobel de la paix à son amie María Corina Machado, le Président Maduro a traité la lauréate de « sorcière démoniaque » sans jamais

évoquer le fait qu'elle ait gagné le prix.

La réaction de la récipiendaire du Prix est pleinement géopolitique. En effet, le vendredi 10 octobre, elle adresse directement un message à Donald Trump via X, lui disant qu'elle comptait sur lui pour l'aider dans son combat contre le régime de Nicolás Maduro, message que le Président américain a republié sans y ajouter de commentaire.

III. ...AUX CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES PARFOIS INATTENDUES

María Corina Machado a tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec le Président Donald Trump. En effet, cette dernière compte sur une action étasunienne pour précipiter le départ de Nicolás Maduro. L'armée des États-Unis aurait déjà frappé des embarcations susceptibles de transporter des narcotraiquants aux ordres du gouvernement vénézuélien, même si rien ne le prouve. Des manœuvres militaires étasuniennes dans le sud des Caraïbes au lendemain de la désignation du prix Nobel de la paix ont eu lieu. Aujourd'hui, ce sont huit navires de guerre et un sous-marin à propulsion nucléaire qui stationnent à proximité du littoral vénézuélien. En représailles, Nicolás Maduro, qui évoque un « siège » de l'armée étasunienne, a lancé de nouveaux exercices militaires dans la foulée. María Corina Machado, qui a dédié entre autres son prix Nobel au Président Trump qui ne porte pas son homologue vénézuélien dans son cœur, a apporté ses encouragements envers les manœuvres et la présence militaires des États-Unis au large du Venezuela. Machado s'adresse régulièrement au Président Maduro à travers des médias interposés, en lui demandant de quitter le pouvoir de manière pacifique avant que les choses s'enveniment, tout en l'accusant tout en l'accusant d'avoir « déclaré la guerre aux Vénézuéliens » et répète que « sans liberté, il n'y a pas de paix ». Elle reste cependant convaincue qu'il « quittera le pouvoir avec ou sans négociation ». Lundi 13 novembre, soit trois jours après l'annonce du lauréat du prix Nobel de la paix, le Venezuela a annoncé la fermeture de son

ambassade à Oslo, en Norvège. La porte-parole du gouvernement norvégien indique n'avoir reçu aucune explication suite à cette décision qu'elle assure regretter.

De son côté, Donald Trump a réagi quelques jours après l'attribution du prix Nobel de la paix lors d'un dîner d'État à la Maison Blanche. Le Président étasunien est revenu sur le fait qu'il n'est pas reçu la distinction : « Je ne pense pas qu'un seul président ait arrêté une seule guerre. J'en ai arrêté huit en huit mois. Ai-je reçu un prix Nobel ? Non. Vous le croyez ? [...] j'ai peut-être sauvé des centaines de millions de vies ». Il a ensuite poursuivi en espérant « que l'année prochaine sera meilleure » et a conclu sa prise de parole en assurant qu'il « adore arrêter les guerres ». Suite à ces déclarations, les figures politiques de la Norvège se sont réunis pour rappeler aux journaux internationaux que « Le comité Nobel est un organe indépendant et le gouvernement norvégien ne participe aucunement à attribuer les prix », redoutant des conséquences diplomatiques néfastes dans leur relation avec les États-Unis.

Toutefois, un événement inattendu a récemment provoqué la controverse quant à la décision d'attribuer le prix Nobel de la paix à María Corina Machado. En effet, le vendredi 17 octobre, soit une semaine après la remise de sa distinction, la lauréate a appelé le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, jugé responsable d'actes se rapportant à un génocide selon certains chefs d'États et pour l'opinion publique occidentale. Elle a salué le courage de Benyamin Nétanyahou qui résiste « aux forces totalitaires ». En passant ce coup de téléphone, María Corina Machado a voulu une nouvelle fois affirmer son statut d'opposante à Nicolás Maduro sur la scène internationale. Le Président vénézuélien entretient effectivement de bonnes relations avec l'Iran, principal adversaire d'Israël, et apporte régulièrement son soutien à la cause palestinienne. Suite à cet appel d'une importance géopolitique stratégique, le président colombien Gustavo Petro a remis en cause

l'attribution du prix Nobel de la paix à María Corina Machado, lui demandant de « se distancier de Nétanyahou et de ses amis nazis » au plus vite.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse

- Bergère, A. (M.D.). Pas de prix Nobel de la paix pour Donald Trump : la réponse du président du comité Nobel norvégien. BFM TV. [Pas de prix Nobel de la paix pour Donald Trump: la réponse du président du comité Nobel norvégien](#)
- Dayan, A. (2025, 10 octobre). Prix Nobel de la paix : la Norvège se prépare aux courroux de Donald Trump. L'Express. [Prix Nobel de la paix : la Norvège se prépare au courroux de Donald Trump - L'Express](#)
- Dumoulin, M. et Wuidar, J. (2025, 10 octobre). Les Prix Nobel expliqués aux enfants : pourquoi tout le monde en rêve ?. RTBF. [Les Prix Nobel expliqués aux enfants : pourquoi tout le monde en rêve ? - RTBF Actus](#)
- Marty, J. (2025, 17 octobre). Quand le choix du prix Nobel dérange : les nominations les plus controversées. RTS. [Quand le choix du prix Nobel dérange: les nominations les plus controversées | RTS](#)
- Pouyllau, I. (2024, 17 octobre). C'est quoi, le prix Nobel ?. 1 jour 1 actu. [C'est quoi, le prix Nobel ?](#)
- S.A., (2025, 18 octobre). Diplomatie. La prix Nobel de la paix vénézuélienne exprime son soutien à Benjamin Nétanyahou. Le Dauphiné libéré. [Diplomatie. La prix Nobel de la paix vénézuélienne exprime son soutien à Benjamin Nétanyahou](#)
- S.A., (2025, 14 octobre). Pour María Corina Machado, prix Nobel de la paix, Nicolas Maduro « quittera le pouvoir avec ou sans négociation », Le Figaro. [Pour María Corina Machado, prix Nobel de la paix, Nicolás Maduro « quittera le pouvoir avec ou sans négociation»](#)
- S.A., (2025, 13 octobre). Norvège : Oslo annonce la fermeture de l'ambassade du Venezuela trois jours après l'attribution du prix Nobel de la paix à María Corina Machado. Le Figaro. [Norvège : Oslo annonce la fermeture de l'ambassade du Venezuela trois jours après l'attribution du prix Nobel de la paix à María Corina Machado](#)
- S.A., (2025, 11 octobre). Tensions Venezuela - Etats-Unis : Nicolas Maduro lance des exercices militaires après le Nobel de María Corina Machado. Sud-Ouest. [Tensions Venezuela-États-Unis : Nicolas Maduro lance des exercices militaires après le Nobel de María Corina Machado](#)
- S.A., (2025, 10 octobre). Nobel de la paix 2025 : la réaction de la Maison-Blanche alors que le prix ne revient pas à Trump. La Croix. [Nobel de la paix 2025 : la réaction de la Maison-Blanche alors que le prix ne revient pas à Trump](#)
- S.A., (2025, 10 octobre). Venezuela : María Corina Machado, visage et âme de l'opposition. France 24. [Venezuela: María Corina Machado, visage et âme de l'opposition](#)

DOSSIER

Israël-Palestine : un conflit sans fin ?

SOMMAIRE

13 INTRODUCTION

Houngbedji Edem ZANGBE

15 RETOUR SUR 70 ANS DE CONFLICTUALITÉ

Clémence Denis

20 QUE RESTE-T-IL DU HAMAS ?

Jade Hin-Cellura

25 LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS À ISRAËL, UN LEVIER DE SA RÉSILIENCE FACE AUX MENACES GLOBALES

Élysée Grace Babungu Maya

28 CONCLUSION

Ndeye Aminata NDIAYE

28 BIBLIOGRAPHIE



Introduction

**RÉDIGÉE PAR HOUNGBEDJI EDEM
ZANGBE**

Les conflits sociaux et géopolitiques qui sévissent au Moyen-Orient depuis des décennies ne laissent personne indifférent. Ceux-ci laissent découvrir tous les ingrédients de la conflictualité : l'autoritarisme, les inégalités sociales, les tensions ethnico-confessionnelles, les ingérences extérieures, la compétition des puissances, la convoitise pour les ressources énergétiques, etc.. L'une des origines de ces crises récurrentes se résume aux attaques menées par les armées arabes contre l'État d'Israël le 15 mai 1948. Or, c'est en cette même année critique, le 14 mai, que l'indépendance de l'État Israélien fut proclamée. Cette guerre d'indépendance ouvre la porte aux hostilités meurtrières jusqu'à nos jours.

Le soulèvement populaire, comme concept socio-politique, renvoie à un imaginaire collectif varié mais répond néanmoins à plusieurs caractéristiques communes. Pour en comprendre les contours, il faut se pencher sur le travail de définition.

Demeurant dans cet état d'esprit, les militants du Hamas ont lancé une attaque surprise contre Israël, le 7 octobre 2023. Ils brisèrent le blocus de la bande de Gaza, tuèrent 1195 Israéliens et ressortissants étrangers, dont 815 civils, et prirent 251 otages. Ces violents actes déclenchèrent alors une nouvelle guerre à Gaza.

En novembre 2023, la revue *Coup d'œil de l'AMRI* avait dédié un numéro au tout début du conflit. Le dossier de ce numéro abordait la question sous l'angle historique : « l'influence des récits sur la création de l'État d'Israël et ses conséquences sur les conflits Israélo-palestinien actuels » (Lenoir, Gribouvalle et al. 2023). Les articles qui ont fait l'objet de réflexion sur le conflit israélo-palestinien, dans ledit dossier, retracent l'histoire sur les fondations de la construction de l'État hébreu et les conséquences qui en découlent aujourd'hui, à l'échelle régionale et internationale.

Le 19 janvier 2025, un cessez-le-feu et une restitution des otages ont été amorcés. Cette tentative de résolution du conflit s'est soldée par la libération de 90 prisonniers politiques palestiniens (69 femmes et 21 mineurs) en échange des trois otages israéliennes. Cependant, cette action volontaire significative, posée sous la médiation diplomatique du Qatar, n'a pas laissé place à un accord de paix entre les deux belligérants. Sous l'égide du président Donald Trump, le 10 octobre 2025, deux membres de son administration ont participé à une réunion du gouvernement Netanyahu où il a été voté et mis en vigueur le cessez-le-feu à Gaza. Or, bien avant ce processus, 124 pays, dont la France, ont exigé qu'Israël mette fin à l'occupation illégale des territoires palestiniens. Cette demande fut adoptée au cours de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue du 9 au 23 septembre 2025. C'est dans cette même veine que « l'Assemblée générale de l'ONU a adopté le 12 septembre dernier à une large majorité (...) une résolution visant à donner un nouveau souffle à la solution à deux États, israélien et palestinien, qui exclut pour la première fois sans équivoque le Hamas. »

C'est dans le prolongement de ces décisions onusiennes que le 13 octobre 2025, après le cessez-le-feu à Gaza, la première phase de l'accord de paix entre le gouvernement Israélien et celui de la Palestine a été concrétisée par la libération des otages et celle des prisonniers. Ces libérations marquent un tournant décisif dans le conflit israélo-palestinien. En cette même date, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement s'étaient réunis à Charm El-Cheikh, en Égypte, autour des présidents Trump et Sissi pour négocier la suite de la feuille de route américaine pour Gaza. Dans les lignes de cette feuille, figure l'ouverture de l'enclave de Gaza à l'aide humanitaire. Par ailleurs, au cours de cette cérémonie, une déclaration sur Gaza avait été signée par les États-Unis, l'Égypte, le Qatar, et la Turquie. Il faut souligner que le gouvernement américain, a joué un rôle prépondérant dans cet accord, qui « ouvre sur une nouvelle ère de paix dans le Moyen-Orient » selon le président égyptien Abdel Fattah Al Sissi. Et quant au président Donald Trump, il affirme que : « nous avons réussi ensemble ce que tout le monde pensait impossible. Enfin, nous avons la paix au Moyen-Orient (...) le soleil se lève sur une terre sacrée et une région qui vivra bientôt en paix pour l'éternité. »

Cependant, après quelques jours de la signature de l'accord de paix, « la police du Hamas a réinvesti les rues de l'enclave en ruine pour y lancer une campagne d'exécutions et de règlements de compte. » (Connan, 2025). De ce fait, peut-on dire que la région tend effectivement vers une résolution définitive du conflit israélo-palestinien ? En d'autres termes, la paix qui a été une denrée rare dans cette région depuis des décennies va-t-elle être de retour définitivement ?

Pour répondre à cette problématique de cette situation latente, une analyse va se faire sur trois points. Le premier, historique, fait une rétrospective sur 70 ans de conflit. Le second point mène une réflexion sur le bilan humanitaire à Gaza. Le dernier point, c'est-à-dire, le troisième, s'attelle à démontrer les raisons du soutien apporté par le gouvernement américain à Israël.



RETOUR SUR 70 ANS DE CONFLICTUALITÉ

RÉDIGÉ PAR CLÉMENCE DENIS



Des Palestiniens masqués accrochent le drapeau national pendant le mois sacré du Ramadan devant le Dôme du Rocher dans l'enceinte de la mosquée Al Aqsa, dans la vieille ville de Jérusalem, vendredi 29 avril 2022

©AP/MAHMOUD ILLEAN

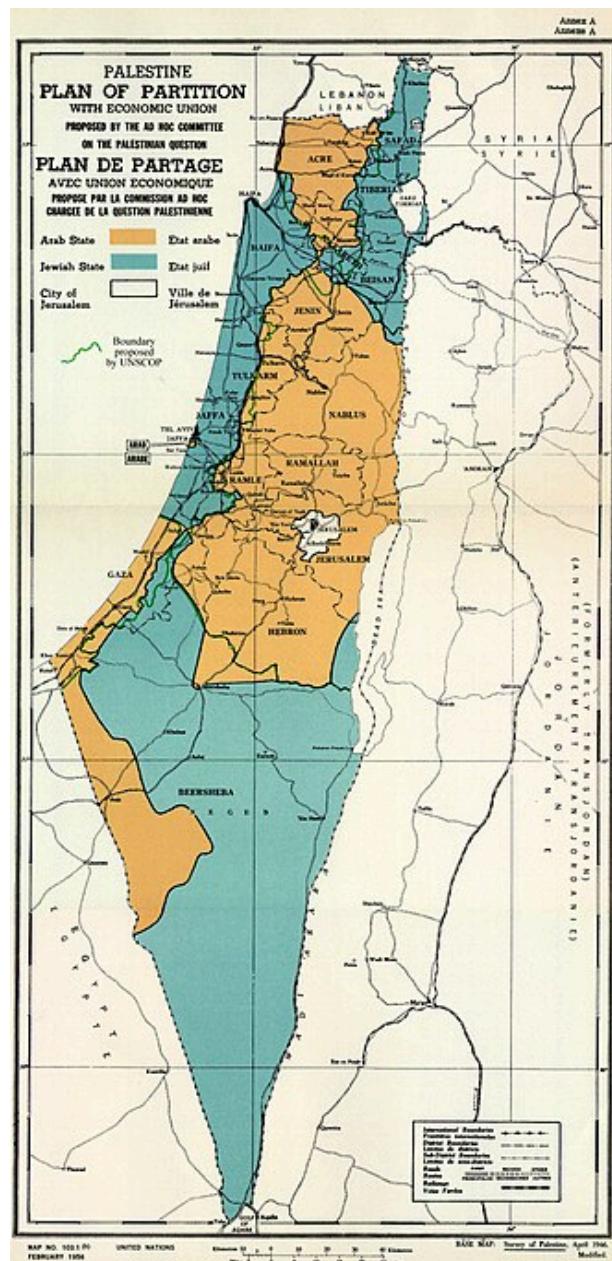
Les événements du 7 octobre 2023 marquent une nouvelle fracture au sein du conflit israélo-palestinien, mais plus globalement dans la géopolitique de l'ensemble du Moyen-Orient. En effet, les attentats qui y eurent lieu ont fourni à Israël le casus belli qu'elle attendait pour enfin mettre en place l'aboutissement de la vision sioniste: la reconquête complète de la Terre Promise par Dieu à Abraham par le peuple élu. Ceci implique que la guerre menée depuis le 7 octobre n'est pas un conflit à différencier de ceux qui eurent lieu au XXe siècle entre Israël et les différents États arabes, mais s'inscrit bien dans une continuité de tensions et d'escalades.

I. IMPÉRIALISME À L'ORIGINE DE LA POUDRIÈRE

Afin de mieux appréhender le conflit israélo-palestinien, il s'agit de comprendre la pensée majoritaire qui dirige aujourd'hui l'État d'Israël : le sionisme, qui s'inscrit à la fois dans un cadre politique et géographique : la Palestine. La terre promise par Dieu à Abraham, père fondateur des trois religions monothéistes. Le Sionisme, mouvement politique fondé à la fin du XIXe siècle, apparaît sous la plume de Théodore Herzl, écrivain, austro-hongrois juif qui théorise un nationalisme juif. Un nationalisme corrélant avec la montée du concept d'État-nation, alors présent en Europe. La volonté de créer un État juif, telle que présentée dans son ouvrage L'État des Juifs, découle du profond sentiment de rejet ressenti face à l'antisémitisme généralisé en Europe, qui s'est manifesté par de violentes persécutions, notamment les pogroms.

D'une autre part, à la fin du XIX^e siècle, la Palestine incarne une province de l'Empire Ottoman. Si cette terre est revendiquée pour être le potentiel futur foyer national juif, elle n'abrite en réalité que 5 % de Juifs en 1880. Dans le cadre de la Première Guerre mondiale, l'Empire Ottoman entre en guerre avec l'Entente. Dès 1916, les forces impérialistes imposent une volonté de partage de l'empire Ottoman par le biais de l'accord Sykes Picot dans lequel la Palestine se retrouve partagée. Dans une manœuvre stratégique, les Britanniques fomentent en parallèle la Déclaration de Balfour, stipulant que la restitution de la terre promise serait restituée aux Juifs. En échec militaire au sein de l'Empire Ottoman, les Britanniques s'attendent également à donner aux minorités arabes un État, les poussant ainsi à se soulever contre l'autorité de l'Empire Ottoman. À la fin du conflit en 1918, lors de la chute de l'Empire Ottoman, le Royaume-Uni se voit alors octroyer un mandat par la SDN, promouvant progressivement les migrations juives vers la Palestine. Émigration accélérée indépendamment de la mainmise britannique suite à l'Holocauste.

Contrairement aux idées reçues, bien qu'encore flou, un nationalisme palestinien se dessine dès le XX^e siècle au travers d'un refus clair de la présence d'un mandat britannique et de l'installation d'immigrés juifs par le comité exécutif du congrès palestinien. Divers affrontements s'opèrent entre juifs et arabes, menant à la création de groupes paramilitaires tels que la Haganah, ancêtre du Tsahal, le Stern ou encore l'Irgoun, dans lesquels on retrouve des figures clé de la politique israélienne. Les émigrations massives dues à l'Holocauste ainsi que la volonté de désengagement britannique du territoire poussent la communauté internationale à reprendre la situation en main. Le 29 novembre 1947, le comité spécial de l'ONU est chargé de trouver une solution. Écartant la solution d'un État fédéral unique, le comité opte pour la solution à deux États plaçant Jérusalem sous contrôle international sans le consentement des populations arabes alors qu'il représente la majeure partie de la population. Ainsi, à l'origine des tensions, la communauté internationale se trouve être l'élément déclencheur de la poudrière.



Carte n°1: Plan de Partage de 1947 ONU

II. LA CAUSE PALESTINIENNE : UN FRONT ARABE UNI?

Le 14 mai 1948, dernier jour du mandat britannique, David Ben Gourion prononce la déclaration de la création de l'État de la cause palestinienne : un front arabe uni ? Israël : « Nous, membres du Conseil National en terre d'Israël en vertu de notre droit naturel et historique, conformément à la résolution des Nations unies, nous proclamons la fondation de l'État juif sur la terre d'Israël ». En réponse, un front arabe envahit le nouvel État : l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban déclarent la guerre à Israël. La première guerre israélo-arabe incarne la Nakba : la catastrophe.

Elle incarne le démantèlement de la potentielle construction d'un État palestinien. En effet, Israël annexe 78 % du territoire mandataire palestinien tandis que les 22% restants sont contrôlés par l'Égypte et la Jordanie. La défaite des États arabes semble être due au manque d'organisation de l'armée arabe ainsi qu'aux diverses prétentions des États. En ce sens, la Jordanie souhaitait mandater la Palestine en l'incorporant à son territoire. Les Palestiniens (750 000) sont massivement déplacés vers la bande de Gaza. La Nakba incarne les prémisses de la politique coloniale israélienne: les villages sont détruits, les propriétés confisquées, forçant l'exode palestinien, pourtant contraire à la résolution 181.

Le gouvernement palestinien s'installe à Gaza avec l'aide des Etats arabes. Cependant, celui-ci paraît sous perfusion des pays arabes : la Bande de Gaza sous influence égyptienne et la Cisjordanie sous l'autorité jordanienne. D'autant plus qu'à cette époque, l'Égypte, sous la présidence de Gamal Abdel Nasser, s'impose comme la puissance dominante du Moyen-Orient. En 1956, elle parvient à nationaliser le canal de Suez, un point de passage géostratégique majeur jusque-là placé sous contrôle franco-britannique. Israël, en vue d'affaiblir l'Égypte, s'allie aux puissances franco-britanniques et démontre ses capacités militaires en envahissant rapidement le Sinaï. Cette alliance est précurseur d'un partenariat dans le commerce des armes entre la France et Israël.

L'Égypte instrumentalise la défense palestinienne dans sa volonté d'unifier le front arabe sous son égide, en cohérence avec son projet panarabe, construit autour d'un ennemi commun : Israël. À cette fin, le régime de Nasser met en place une propagande assidue reprenant les codes antisémites nazis, engageant d'anciens nazis, diffusant une idéologie antisémitique à la radio ou encore en créant l'institut d'étude du sionisme. En parallèle, elle contribue à la création de l'OLP en 1964, organisant la lutte armée palestinienne, cette organisation reprise en 1969 par Yasser Arafat qui marque une volonté d'unité palestinienne. Les multiples tensions israélo-arabes mènent à la guerre des Six Jours. En 1967, Nasser souhaite le déplacement des casques bleus placés dans le Sinaï par l'ONU. Israël déclare mener une guerre préventive et avec l'aval des États-Unis, lance une opération militaire neutralisant les forces aériennes égyptiennes.

L'État hébreu constitue à cette occasion une conséquente expansion territoriale, récupérant ainsi l'intégralité de la Palestine mandataire, Jérusalem-Est, le Sinaï égyptien et le plateau du Golan.

Neuf pays du front arabe s'unissent pour la signature de Khartoum, refusant la paix, la négociation ainsi que la reconnaissance de l'État hébreu. Les Palestiniens sont de plus en plus dissociés des volontés des États arabes. Dans une dernière tentative, les forces arabes se lient contre Israël lors de la guerre du Kippour en 1973, mais les forces armées égyptiennes et syriennes ne parviennent pas à récupérer les territoires perdus. Le choc pétrolier déclenché la même année par les membres de l'OPEP semble une nouvelle fois avoir des conséquences désastreuses. L'année 1973 symbolise la défaite arabe et l'abandon du combat armé étatique face à Israël, qui a prouvé sa supériorité militaire écrasante dans la région, à laquelle s'ajoute le soutien des États-Unis. Ainsi, les États arabes semblent progressivement normaliser leurs relations avec Israël. En 1978 l'Égypte signe l'accord de Camp David avec la puissance israélienne, s'inclinant face à l'État hébreu.

III. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DU CONFLIT : GROUPES PARAMILITAIRES ET POLITIQUES DE COLONISATION

À partir de la fin des années 1960, le conflit israélo-palestinien connaît un véritable changement de paradigme. La guerre du Kippour signe la résignation des États arabes à pouvoir lutter dans le cadre de conflits conventionnels avec Israël. La lutte palestinienne se transforme peu à peu en combat mené par des groupes paramilitaires. À la tête du mouvement, Yasser Arafat devient une figure majeure de la lutte politique palestinienne, ôte l'OLP de l'influence égyptienne. Yasser Arafat est à l'origine de la création du Fatah, parti nationaliste palestinien qui s'impose au sein de la nébuleuse de mouvements armés qui composent d'abord l'OLP. L'une des affaires controversées semble être l'implication du groupe Septembre noir lors de l'attentat des Jeux olympiques de Munich. Ce mouvement entretient des relations ambiguës avec le Fatah, né du septembre noir jordanien, soit de la répression du roi jordanien sur les organisations palestiniennes en 1970.

Les déplacements palestiniens axés sur le Liban à partir de 1970 ouvrent également un nouvel axe de violence, et poussent plus tard Israël à envahir le Liban, provoquant la création du Hezbollah en 1982. Les Jeux olympiques de Munich associent les revendications palestiniennes à un engrenage de violence terroriste. L'OLP, dans une volonté de devenir le représentant légitime du peuple palestinien, se détache de l'implication de ses groupes.

En Israël, 1977 symbolise l'arrivée au pouvoir de la droite, marquant un tournant majeur dans la gestion du conflit israélo-arabe. Le grignotage de territoires cisjordaniens est intensifié par la politique coloniale des 100 000 colons afin d'empêcher la création d'un État palestinien viable. La colonisation est alors justifiée par un discours religieux messianique instauré par le rabbin Abraham Kook, influence le sionisme en affirmant que la fin de l'Exil juif passe par la reconstitution d'une vie juive en terre de Palestine, admettant donc le sionisme comme l'outil de Dieu donné au peuple élu. Ce courant de pensée influence les mécanismes politiques israéliens dans la mise en place d'un Grand Israël. En parallèle, l'influence des Frères musulmans, mouvement islamique, donne naissance au Hamas, considéré comme le premier noyau au Moyen-Orient d'une tendance s'inspirant d'une vision politique de l'islam. Les Frères musulmans souhaitent islamiser la société afin de faciliter la mise en place d'un État islamique. Si à l'origine le mouvement suit sa doctrine mère égyptienne, celui-ci connaît la création d'une nouvelle branche lors de la première Intifada en décembre 1987, puisant dans le soulèvement populaire afin de lutter face à l'occupation israélienne, le Hamas dit « mouvement de résistance islamique » branche armée organisée en tant qu'organisation annexe, apporte un nouveau vecteur d'émancipation dans la lutte palestinienne, mais divise également le champ, s'opposant à l'OLP.

Cette logique expansionniste est remise en cause au début des années 1990, dans une tentative de processus de paix lors des accords d'Oslo négociés par les parties israélo-palestiniennes plus modérées, incarnées par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Pour la première fois, Israël reconnaît l'OLP comme interlocuteur, et l'OLP reconnaît en retour l'existence de l'État hébreu. Ce processus de paix suscite cependant de fortes oppositions : du côté israélien, la droite de Benyamin Nétanyahou accuse Rabin d'être un « traître au sionisme et au judaïsme » et lance une campagne ciblée sur sa destitution ;

du côté palestinien, le Hamas, jeune mouvement de résistance islamiste, rejette tout compromis avec Israël qui, selon lui, trahit les droits élémentaires du droit islamique. L'accord prend brutalement fin en 1995, lorsque Rabin est assassiné par un extrémiste juif, permettant l'accès au pouvoir à Benyamin Nétanyahou qui devient Premier ministre dès 1996. Face à l'échec du processus diplomatique, la société palestinienne se divise entre nationalistes laïcs du Fatah et islamistes du Hamas.

IV. VERS UNE GUERRE ASYMÉTRIQUE : MUTATION DU CONFLIT AU PROCHE-ORIENT

Autre bouleversement majeur dans la compréhension de la complexité du conflit israélo-arabe, la Révolution islamique iranienne de 1979, qui amène à une reconfiguration des alliances politiques du Moyen-Orient. L'Iran, jusqu'à lors corps étranger à la lutte palestinienne, l'intègre par le biais de la lutte contre le Grand Satan et sa projection régionale : Israël, la cause palestinienne. Téhéran contribue à la création de l'axe de la résistance, influant sur la création du Hezbollah libanais, sur la formation de forces militaires syriennes et en dessine les contours d'un axe de transport d'armes majeur. Cette nébuleuse de mouvements armés incarne la doctrine de la Pieuvre : met en exergue les mutations des conflits au sein d'un monde multipolaire, développant sa stratégie de guerre via plusieurs vecteurs, proxies armés : nouveaux acteurs non étatiques.

La seconde Intifada permet le désengagement unilatéral de l'armée israélienne de la bande de Gaza tout en maintenant l'isolation et le Blocus du territoire. Cette seconde intifada prend place de 2000 à 2005 et troque la jetée de pierre de 1987 pour une série d'attentats suicides et d'attaques sommaires, accentuant l'évolution du conflit et la radicalisation de celui-ci. De plus, la mort de Yasser Arafat en 2004 marque la fin de la recherche d'une solution diplomatique permettant l'implantation politique du Hamas. Dans la lignée de pensée des Frères musulmans, le mouvement souhaite la création d'un État islamique s'imposant ainsi aussi bien dans le domaine religieux, social que militaire. La guerre fratricide entre le Hamas et le Fatah mène à la prise du contrôle de la bande de Gaza par le Hamas par les urnes lors des élections politiques de 2007.

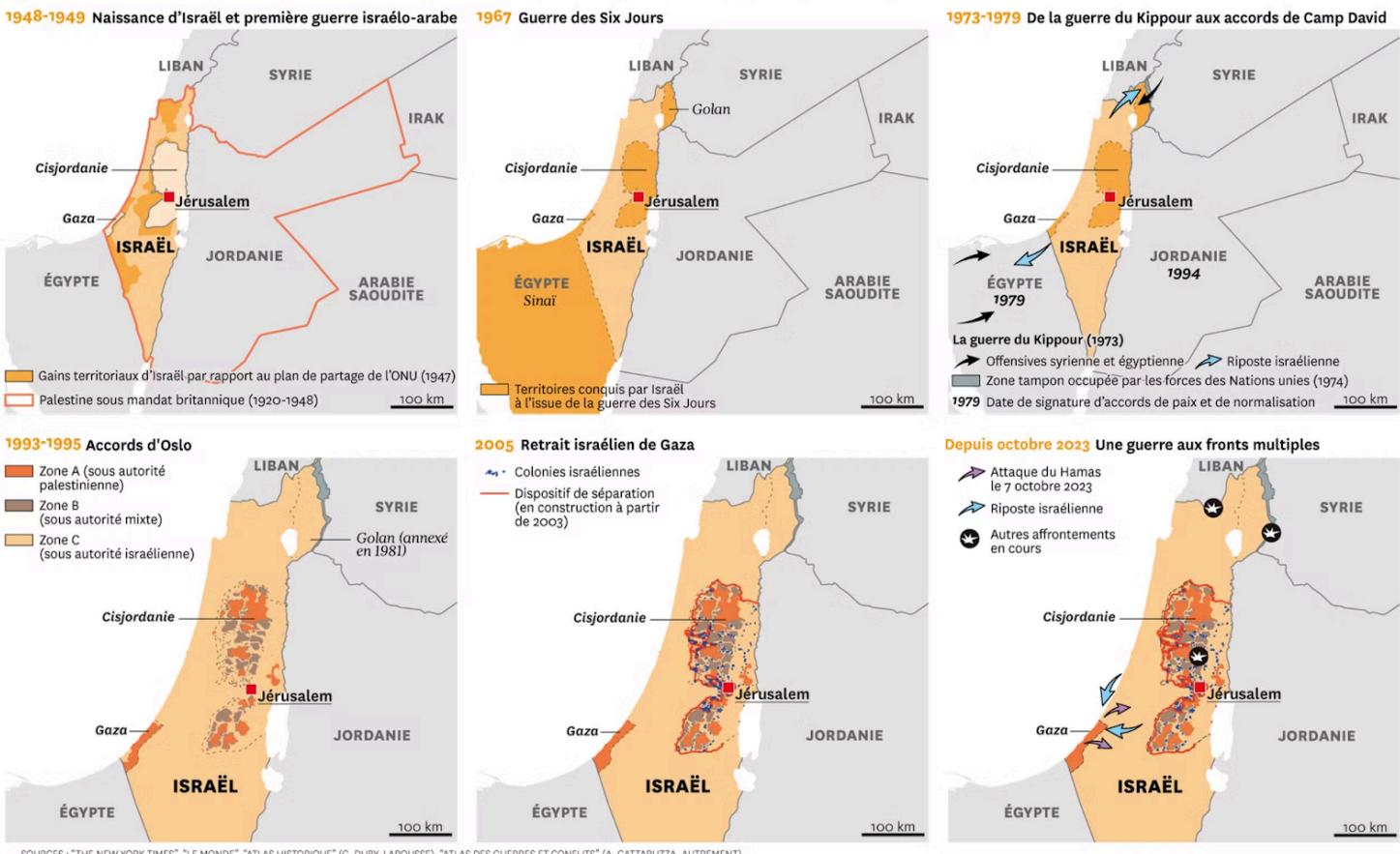
Depuis lors, le territoire est administré par le gouvernement islamiste non reconnu, tandis que la Cisjordanie est sous le contrôle de l'Autorité palestinienne incarné par Mahmoud Abbas. Toutefois, si le Hamas lutte pour la destruction totale d'Israël lors de sa création, elle publie un nouveau document politique en 2017 acceptant l'idée d'un État palestinien aux frontières de 1967, sans pour autant reconnaître Israël. Dès 2007, Israël et l'Égypte imposent un blocus sur la bande de Gaza laissant les Gazaouis à la merci de l'aide humanitaire. L'isolation les poussant à se tourner vers le mouvement du Hamas malgré les multiples violations des droits de l'Homme, arrestations et exécutions sommaires.

Malgré ce contexte de violence, la Palestine obtient en 2012 le statut d'État observateur non membre de l'ONU, une avancée symbolique, mais sans véritable traduction politique. Toutefois, la signature de Khartoum de 1967 nous semble bien éloignée, la politique des « 3 non », à la paix, à la négociation et à la reconnaissance. Il s'agissait d'un engagement pris par neuf pays arabes en

1967 (l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban, l'Irak, le Maroc, l'Algérie, le Koweït, et le Soudan) dont certains tels que le Maroc ont depuis normalisé leurs relations avec l'État hébreu lors de la signature des accords d'Abraham en 2020. Ainsi, Israël a normalisé ses relations avec les Émirats arabes unis, le Bahreïn, ou encore le Maroc. De plus, Israël porte dernièrement son intérêt vers l'intégration de l'État libanais et syrien, ce qui dissoudrait davantage la stratégie iranienne, marginalisant encore davantage la question palestinienne.

C'est dans un contexte explosif qu'intervient l'attaque du 7 octobre 2023, baptisée « Déluge d'Al-Aqsa » par le Hamas. Cette attaque suit la lignée d'escalade de violence qui s'abat sur la bande de Gaza depuis le début des années 2000 via la succession de guerres entre 2008 et 2014, mais aussi en 2021. Cette opération militaire provoque la mort de 1200 Israéliens et provoque la prise de 200 otages, marquant de nouveau une fracture dans la possible résolution du conflit israélo-palestinien ainsi qu'un nouveau cycle de violence pour les peuples israéliens et palestiniens.

De la création d'Israël à la guerre contre le Hamas, soixante-quinze ans de conflit



LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS À ISRAËL, UN LEVIER DE SA RÉSILIENCE FACE AUX MENACES GLOBALES

RÉDIGÉ PAR ELYSÉE-GRÂCE BABUNGU MAYA



Le président Joe Biden et son homologue israélien Benyamin Nétanyahou en 2016
© PHOTO ARCHIVES REUTERS

Si Israël parvient si bien à résister aux attaques de ses voisins et à avoir une défense efficace, cela s'explique en grande partie grâce à ces soutiens. En effet, depuis sa création, Israël a bénéficié du soutien de plusieurs États et majoritairement des États-Unis. Cet appui a joué un rôle majeur dans la défense d'Israël qui aujourd'hui détient l'une des armées les plus résilientes du monde.

I. WASHINGTON ET LA STABILITÉ DU MOYEN-ORIENT

Après la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948 par David Ben Gourion, les États-Unis sont le premier pays à reconnaître Israël 11 minutes seulement après sa déclaration. Cette décision résulte de plusieurs facteurs tels que le fait que les États-Unis se sentaient coupables de ne pas avoir suffisamment défendu les juifs lors de la Shoah en Europe. Toutefois, le soutien américain n'a pas empêché Israël de connaître la guerre.

En effet, la création d'Israël a occasionné une période d'instabilité au Moyen-Orient, notamment vers la fin des années 40 et jusqu'aux années 70, se caractérisant par des guerres conventionnelles et non conventionnelles (la guerre israélo-arabe de 1948, la crise du canal de Suez, la guerre des Six Jours, la guerre du Kippour, etc.). Cette instabilité a favorisé le désir pour les États-Unis d'avoir Israël comme allié stable dans la région, ce qui leur permettrait parallèlement d'intervenir à tout moment en cas de conflits au Moyen-Orient. Ce désir américain s'accroît avec la montée du terrorisme islamiste, se matérialisant notamment par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui ont contribué à ce que le président américain George W. Bush déclare : « la guerre contre le terrorisme ». Cela a occasionné par ailleurs leur présence au Moyen-Orient, ce qui, ajouté à la reconnaissance d'Israël, a mis à mal la réputation des États-Unis dans la région.

II. L'IMPOPULARITÉ AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT

Face au positionnement de Washington, un sentiment de rejet émerge de la part des pays arabes, et notamment de l'Iran, qui, à partir de 1979 et de la révolution islamique, rejette fermement les valeurs occidentales prônées par les Américains. Le rejet par l'Iran de la présence américaine s'est par ailleurs accompagné d'un désir d'accroître son influence et sa puissance dans la région. C'est ainsi qu'à partir de la fin du XX^e siècle, l'Iran reprend secrètement le développement de son programme nucléaire. L'objectif est alors de montrer qu'elle peut se doter de l'arme atomique (signe de puissance nucléaire) et de s'imposer comme puissance régionale. Des velléités que les Américains voient d'un très mauvais œil, car perçues comme une menace pour les valeurs américaines, dont la démocratie, et menacent leurs intérêts géostratégiques au Moyen-Orient. En effet, les Américains convoitent beaucoup cette région car elle leur permet d'avoir accès à des points de passage stratégiques, essentiels pour le commerce des hydrocarbures, et donc pour leur économie nationale.

III. LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES AMÉRICAINS AU MOYEN-ORIENT

Les États-Unis ont un fort intérêt pour le Moyen-Orient, en particulier depuis la deuxième partie du XX^e siècle. Cela s'explique notamment par le fait que la région est particulièrement riche en hydrocarbures que l'on retrouve notamment en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis. Une telle manne n'est pas passée inaperçue aux yeux des États-Unis, qui, malgré qu'ils aient déjà d'énormes ressources en pétrole, souhaitent les sécuriser et les garder, notamment en raison des intérêts qu'apportent celles du Moyen-Orient. En effet, ces hydrocarbures ont des coûts de production de pétrole moins élevés, ce qui fait que le prix du baril est généralement plus bas que celui issu de la production américaine. En outre, les raffineries américaines sont plus performantes pour traiter le pétrole brut en provenance du Moyen-Orient que le pétrole doux provenant des États-Unis. Par ailleurs, les efforts qui visent à améliorer les capacités de raffinage aux États-Unis se heurtent souvent à des blocages pour des raisons environnementales.

On comprend ainsi que les Américains ont besoin d'hydrocarbures en provenance du Moyen-Orient car cela leur permet d'avoir accès à des ressources relativement moins chères. Cette méthode fait partie intégrante de la politique américaine au Moyen-Orient, qui, au-delà de vouloir sécuriser ses intérêts géostratégiques, cherche à maintenir des partenariats solides avec Israël. Ceux-ci sont de nature technologique mais aussi militaire. En effet, pour les États-Unis, avoir Israël comme allié leur permet d'avoir un ancrage militaire stratégique et leur permet aussi de surveiller et de protéger les corridors énergétiques tels que le canal de Suez, le golfe d'Aqaba ou encore la mer Rouge, essentiels pour la sécurisation de leurs intérêts énergétiques, et plus particulièrement dans un contexte géopolitique dans lequel se joue une rivalité de puissance entre les États-Unis, la Russie et la Chine.

IV. LA PUISSANCE AMÉRICAINE FACE À LA MONTÉE DES RIVALITÉS CHINOISE ET RUSSE

Les États-Unis cherchent depuis toujours à conserver leur hégémonie stratégique dans la région, cependant ils font face à des puissances telles que la Chine et la Russie, qui ne cessent de démontrer leur volonté de développer des partenariats avec le Moyen-Orient. Les États-Unis, pour contrer cette volonté d'influence chinoise et russe, veulent continuer à développer leur alliance avec Israël, qui est le partenaire le plus avancé en matière de technologie et de domaine militaire. C'est dans cette optique qu'Israël coopère étroitement dans ces domaines par l'intermédiaire du *Memorandum of Understanding* qui est un accord stratégique qui permet à Israël de renforcer ses capacités de défense tout en offrant aux États-Unis un partenaire clé dans les domaines militaire, sécuritaire et du renseignement. Ces accords ont permis aux États-Unis de soutenir par ailleurs Israël dans sa propre défense face à l'Iran, mais aussi face à la montée des groupes terroristes tels que le Hamas. En outre, le soutien des États-Unis ne concerne pas uniquement le domaine militaire, il se fait aussi par l'intermédiaire de groupes de pression très influents sur le sol américain.

V. LE RÔLE STRATÉGIQUE DES GROUPES DE PRESSION

Une autre raison poussant les États-Unis à soutenir Israël est l'influence des lobbies et plus particulièrement de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Le but de l'AIPAC est de soutenir les politiques pro-israéliennes qui renforcent et développent les relations entre les États-Unis et Israël de manière à améliorer la sécurité des deux pays (aipac.org). Pour mener à bien ses objectifs, l'AIPAC mise sur plusieurs leviers. Tout d'abord, il cherche à renforcer les liens entre les États-Unis et Israël par un partenariat qui promeut les valeurs morales et les intérêts stratégiques des deux pays. L'AIPAC permet aussi un transfert stratégique des technologies israéliennes aux États-Unis, qui aident notamment à protéger les infrastructures critiques ou les cyberspace américains des attaques terroristes. En outre, ce lobby joue un rôle majeur dans la politique des États-Unis. En effet, les juifs américains, même s'ils ne représentent que 2,6 % de la population américaine, sont très attachés à Israël. Ils ne cessent de soutenir politiquement et financièrement Israël, notamment par l'intermédiaire de l'AIPAC. Cela se matérialise par le fait que lors des élections, le groupe va financer un candidat qui partage ses convictions, ce qui parallèlement va limiter les chances de gagner du candidat hostile aux valeurs et aux idées prônées par l'AIPAC. De plus, cette pression est également présente lors des élections présidentielles. En effet, l'influence de ce lobby réside dans le fait qu'il peut mobiliser des voix lors des élections législatives, pouvant faire élire au Congrès le plus grand nombre possible de candidats favorables à Israël, et, lors d'une élection présidentielle, contribuer à l'élection du Président, qu'il soit démocrate ou républicain. Cependant, il est important de souligner que cet attachement et ce soutien ne sont pas unanimes : selon le *Pew Research Center* (2021), une part significative de la communauté juive américaine, notamment parmi les plus jeunes, se montre critique vis-à-vis des politiques israéliennes et ne se sent pas particulièrement attachée à Israël.

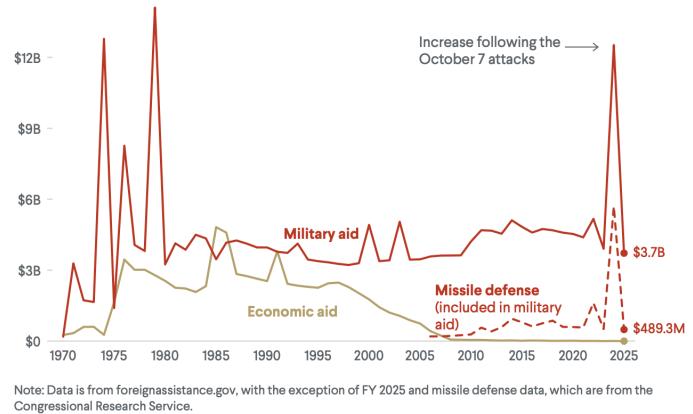
De surcroît, ce qui est intéressant dans la stratégie de l'AIPAC, c'est sa capacité à rassembler plusieurs personnes ou groupes. C'est le cas notamment de millions de protestants fondamentalistes américains, qui démontrent leur soutien fort à Israël, considérant le pays comme indispensable au retour du Messie et considérant les juifs comme le peuple choisi.

D'autres groupes de pression jouent aussi un rôle important dans le soutien à Israël, c'est le cas du Christian United for Israel (Chrétiens unis pour Israël) qui est la principale organisation chrétienne américaine défendant Israël et le peuple juif, qui œuvre à sensibiliser et unir diverses communautés pour lutter contre l'antisémitisme (cufi.org). Ainsi les groupes de pression représentent un véritable levier auquel peut se tourner Israël pour assurer sa défense aux États-Unis.

VI. LES SOUTIENS MILITAIRES ET DIPLOMATIQUES AMÉRICAUX, DES ÉLÉMENTS FORTS DE LA RÉSILIENCE ISRAÉLIENNE

Le soutien militaire à Israël implique majoritairement les États-Unis comme collaborateur. En effet, depuis 1946, les États-Unis ont fourni plus de 300 milliards de dollars d'aide à Israël, dont plus de 240 milliards dédiés au domaine militaire, faisant de l'État hébreu le premier bénéficiaire de l'aide américaine dans le monde. Cette assistance a pris une dimension résolument militaire, notamment dans les années 1970, marquant un tournant dans la relation entre les deux pays.

The U.S. Has Provided Significant Military Aid to Israel Since the 1970s
Aid by fiscal year (constant 2024 dollars)



Note: Data is from foreignassistance.gov, with the exception of FY 2025 and missile defense data, which are from the Congressional Research Service.

Sources: foreignassistance.gov; Congressional Research Service

COUNCIL
FOR
FOREIGN
RELATIONS

L'aide militaire des États-Unis à Israël est restée plutôt stable dans le temps et a connu deux périodes de pic, comme nous le montre ce graphique. Un pic dans les années 1970 s'expliquant par le soutien des États-Unis à Israël lors de la guerre du Kippour en 1973. Les États-Unis ont mis en place un pont aérien massif, appelé opération Nickel Grass, pour soutenir Israël durant la guerre du Kippour.

Pendant 32 jours (du 14 octobre au 14 novembre 1973), des avions-cargos C-141 et C-5 du Military Airlift Command ont transporté 22 318 tonnes de matériel militaire vers Tel-Aviv. L'objectif était de contrebalancer l'aide soviétique fournie à l'Égypte et à la Syrie... Cela s'inscrit ainsi dans la volonté américaine de montrer sa puissance face aux Soviétiques lors de la guerre froide. Par ailleurs, ce graphique met en exergue une autre dynamique intéressante : contrairement à l'aide économique, l'aide militaire américaine n'a cessé de croître depuis les années 1970. Un constat qui reflète le désir des États-Unis d'assurer la sécurité et la défense d'Israël. Ce soutien s'est poursuivi notamment dans les années 1980. En effet, depuis 1983, les États-Unis et Israël coopèrent dans le cadre du Joint Political Military Group, un groupe créé par le président américain Ronald Reagan et le premier ministre israélien Yitzhak Shamir. Ce forum permet notamment la promotion des politiques communes, le traitement des menaces et des préoccupations communes et l'identification de nouveaux domaines de coopération en matière de sécurité entre les deux pays (*U.S. Department of State.gov*). En 1987, le président Ronald Reagan désigne Israël comme un allié majeur non membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cela permet ainsi au pays de préserver le Qualitative Military Edge d'Israël (élément central de la politique américaine au Moyen-Orient qui consiste à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël, c'est-à-dire sa capacité à contrer et à vaincre toute menace militaire conventionnelle crédible ([Aipac.org](#))). Par ailleurs, ce statut de non-allié permet à Israël de conclure un *Memorandum of Understanding* (mémorandum d'accord) ou tout autre accord avec le département américain de la Défense. Le mémorandum d'entente le plus récent est celui de 2019, se terminant en 2028. Il s'inscrit dans le cadre de l'aide militaire américaine et prévoit un financement militaire annuel américain de 3,3 milliards de dollars sous forme de dons, dont 500 millions pour la défense antimissile, ce qui permet à Israël de moderniser sa flotte d'avions, notamment grâce à des équipements avancés comme le F-35. En outre, depuis 2009, les États-Unis ont fourni à Israël 3,4 milliards de dollars pour la défense antimissile, dont 1,3 milliard de dollars pour le soutien du Dôme de fer à partir de 2011 (*U.S. Department of State.gov*). Cette aide est particulièrement stratégique, puisque le Dôme de fer permet à Israël de se protéger des attaques aériennes et notamment des roquettes, des drones, des missiles qui s'approchent de l'espace aérien et les détruisent, avant qu'ils ne s'écrasent.

VII. LE SOUTIEN MILITAIRE AMÉRICAIN DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023 perpétrée par les membres du Hamas, l'aide militaire américaine explose. En effet, les États-Unis ont émis des lois qui permettent le financement d'au moins 16,3 milliards de dollars d'aide militaire à Israël. De surcroît, en mai 2025, le ministère israélien de la Défense a indiqué que, depuis octobre 2023, les États-Unis avaient livré 90 000 tonnes d'armes et d'équipements militaires par l'intermédiaire de 800 avions de transport et 140 navires qui comprenaient notamment des munitions pour chars, des bombes. Ces chiffres témoignent du soutien important des Américains.

VIII. LE SOUTIEN DIPLOMATIQUE DES ÉTATS-UNIS À ISRAËL

Les États-Unis utilisent aussi leur position en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour soutenir Israël. En effet, plusieurs fois les États-Unis ont imposé leur véto pour des résolutions importantes concernant la guerre en Israël notamment. On peut citer l'opposition du 19 décembre 2017 dans laquelle les États-Unis ont mis leur veto sur un projet de résolution rejetant la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Ce veto témoigne d'un soutien diplomatique fort de la part des États-Unis. Une autre opposition plus récente est celle du 20 novembre 2024 dans laquelle les États-Unis ont opposé leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza. Ces soutiens freinèrent ainsi l'avancée du conflit entre Israël et le Hamas.

CONCLUSION

Le soutien américain à Israël reste l'un des piliers de la puissance et de la résilience de l'État hébreu face aux menaces régionales. Né dès 1948 de valeurs et d'intérêts partagés, ce partenariat s'est consolidé au fil des décennies. Les États-Unis voient en Israël un allié stratégique dans une région instable, essentiel à la défense de leurs intérêts géopolitiques et énergétiques.

Ce lien repose autant sur des considérations idéologiques que sur des enjeux économiques et sécuritaires.

Les accords militaires, le financement du Dôme de fer et la coopération technologique illustrent cette alliance, qui garantit à Israël un avantage militaire décisif. Parallèlement, l'influence de l'AIPAC et d'autres groupes pro-israéliens renforce ce soutien au sein même de la politique américaine.

Ainsi, la relation entre Washington et Tel-Aviv dépasse le simple cadre diplomatique : elle incarne une alliance stratégique durable, mais aussi une source de tensions dans le monde arabe, où elle symbolise la domination occidentale au Moyen-Orient.

QUE RESTE-T-IL DU HAMAS, SINON LE CHAOS ?

RÉDIGÉ PAR JADE HIN-CELLURA



Soldats du Hamas, Février 2025

© AFP - Omar AL-QATTA

Le 7 octobre 2023, le Hamas lançait depuis la bande de Gaza une offensive d'une ampleur sans précédent contre Israël, infiltrant le territoire par la terre, la mer et les airs. L'assaut, qui fit 1 219 morts et entraîna l'enlèvement de plus de 250 personnes, a révélé une défaillance spectaculaire du renseignement israélien, mettant à nu les vulnérabilités d'un appareil sécuritaire pourtant réputé infaisible. En représailles, Israël a déclenché une campagne de bombardements d'une intensité rare sur le territoire palestinien, plongeant Gaza dans une catastrophe humanitaire et provoquant la mort de plus de soixante mille civils.

Deux ans après, le mouvement islamiste fondé en 1987 par Ahmed Yassine semble décapité. Ses dirigeants historiques ont été tués, emprisonnés, certains ont été contraints à la clandestinité, d'autres portés disparus, victimes d'une politique israélienne d'éliminations ciblées qui s'étend désormais jusqu'à Téhéran et Doha.

Ainsi, au cours de ces deux longues années de guerre sur la bande de Gaza, Israël a tout fait pour éradiquer le Hamas. Que reste-t-il désormais du mouvement islamiste ?

I. LE HAMAS DÉCAPITÉ : LA FIN D'UNE GÉNÉRATION DE CHEFS

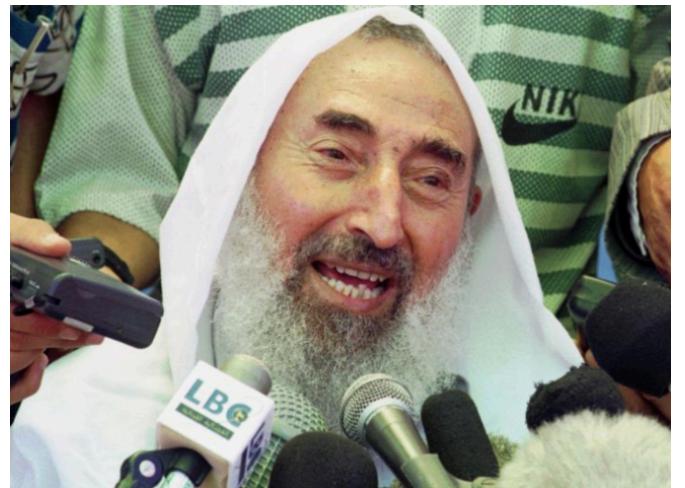


Photo d'archive du 25 juin 1998. Le cheikh Ahmed Yassin, fondateur du Hamas, s'adresse aux médias lors d'une célébration de bienvenue à Gaza.

© Photo AP/Adel Hana

L'ère fondatrice du Hamas s'est achevée dans un bain de sang. Le mouvement, né sous l'autorité spirituelle du cheikh Ahmed Yassine, a vu son pilier emporté par une frappe israélienne en 2004. Le vieil homme, paralysé et se déplaçant en fauteuil roulant, venait tout juste de quitter le lieu de prière où l'avaient accompagné quelques fidèles. La succession fut assurée mais tragiquement brève. Moins d'un mois plus tard, son successeur désigné, Abdelaziz al-Rantissi, était à son tour assassiné. Ces deux éliminations en cascade ont marqué un tournant : la fin des pères fondateurs - et le début d'une stratégie israélienne de ciblages systématiques. Dès le début des années 2000, Tsahal a en effet opté pour une politique d'élimination ciblée des cadres du mouvement. Une liste noire fut dressée où figuraient les hommes clés de l'appareil politique et militaire : Salah Shehadeh (fondateur des Brigades Qassam, tué en 2002), Ismail Abu Shanab (assassiné en 2003), Adnan al-Ghoul (abattu en 2004), Saïd Seyam, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Hamas (tué en 2009), ou encore Ahmed al-Jabari, le « chef d'état-major » du Hamas, éliminé en 2012.

L'offensive du 7 octobre 2023 a par la suite servi de catalyseur à une opération israélienne de longue haleine visant spécifiquement l'encadrement du Hamas. Dans l'esprit de Netanyahu, renoncer à la destruction du Hamas reviendrait à reconnaître une défaite - un risque politique insoutenable pour un Premier ministre suspendu à l'équilibre fragile de sa coalition.

En moins de deux ans, les têtes politiques et militaires du mouvement ont été successivement visées. Ismail Haniyeh, chef du bureau politique, a été tué à Téhéran en juillet 2024 lors d'une frappe israélienne. Yahya Sinwar, le dirigeant du Hamas à Gaza et cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023, a été tué à Rafah en octobre 2024. Saleh al-Arouri, vice-président du Hamas et lien avec le Hezbollah et l'Iran, a été tué en janvier 2024 dans un bombardement à Beyrouth. Mohammed al-Sinwar, frère cadet de Yahia, désigné chef du Hamas dans la bande de Gaza, fut éliminé le 13 mai 2025 à Khan Younès. Puis ce fut bientôt le tour d'Abu Obeida, porte-parole masqué des Brigades Qassam, d'être « neutralisé », en août 2025. En moins de deux ans, la quasi-totalité du haut commandement militaire et politique du Hamas a ainsi été supprimée.

Cette vague d'éliminations a conduit à l'effacement de la majeure partie du commandement historique du Hamas. Si l'existence du mouvement n'est pas remise en cause, son architecture interne et ses circuits de décision font désormais face à un défi de reconstruction sans précédent.

II. ÉLIMINER LE HAMAS : UN OBJECTIF ILLUSOIRE FACE À UNE STRUCTURE PROTÉIFORME

Il est évident qu'éliminer totalement le Hamas relève du fantasme - l'organisation n'est pas seulement une milice armée, c'est aussi une structure politique et un réseau social. En outre, depuis la reprise du conflit, la branche armée du Hamas, les brigades Ezzedine al-Qassam, aurait recruté « *presque autant de combattants qu'il n'en a perdu face à Israël* » (Le Grand Continent). Selon plusieurs rapports récents, ce recrutement s'étend aussi bien dans la bande de Gaza qu'au sein de la diaspora palestinienne, notamment au Liban.

Le Hamas aurait ainsi rallié à sa cause jusqu'à 15 000 nouveaux membres en deux ans. Beaucoup parmi ses recrues n'ont reçu qu'un entraînement sommaire, limité à l'usage des roquettes et à la guérilla urbaine. Le mouvement exploite sans vergogne la précarité extrême qui règne à Gaza. Des jeunes sans emploi ni avenir sont attirés par la promesse d'un petit revenu, d'une aide pour leur famille ou le désir d'un sentiment d'appartenance. Cette situation touche surtout les adolescents et jeunes adultes privés d'école ou de travail depuis plusieurs années.

Parmi les 25 000 à 30 000 militants que comptait le Hamas avant le conflit, plus de la moitié aurait été tuée, selon un bilan de l'armée israélienne qui évoque entre 17 000 et 23 000 morts. En revanche, des observateurs extérieurs avancent des estimations bien plus basses, autour de 8 900 morts.

En octobre 2025, les combattants du Hamas existent encore, mais leur organisation et leurs capacités sont gravement réduites. D'après les estimations cumulées de sources militaires, diplomatiques et humanitaires, le groupe armé ne dispose plus que d'une fraction de ses effectifs d'avant-guerre, bien que quelques unités dispersées continuent à opérer dans certaines zones de Gaza. Les unités combattantes du Hamas ne suivent plus une structure centrale cohérente.

Après la mort ou la capture de la majorité des cadres militaires (dont Yahya Sinouar, Marwan Issa et Mohammed Deif), le groupe fonctionne désormais sous forme de cellules locales autonomes, souvent concentrées dans le sud de Gaza, notamment autour de Khan Younès et Deir al-Balah. Ces cellules se spécialisent dans des actions de guérilla : embuscades, fabrication artisanale d'explosifs et sabotage ponctuel d'unités israéliennes.

III. À GAZA, LE HAMAS PEUT-IL RENAÎTRE DE SES CENDRES ?



Des combattants du Hamas et du Djihad islamique (bandeau jaune) alignés pour mettre en scène la libération des quatre soldates israéliennes, samedi 25 janvier, à Gaza.

© REUTERS/DAWoud ABU ALKAS (Courrier International)

Les pertes humaines se sont accompagnées d'un affaiblissement matériel. Selon Israël, près de 90 % de l'artillerie du Hamas et 40 % de ses infrastructures souterraines auraient été détruits, réduisant ainsi la menace militaire directe aux abords de la bande de Gaza.

Presque vingt ans après avoir pris le contrôle du territoire gazaoui, le Hamas demeure, malgré tout, l'acteur central et incontournable d'un territoire dévasté. Deux années de guerre ont causé plus de 68 000 morts - dont une majorité de civils, selon le ministère de la Santé dirigé par le mouvement - , ravagé son appareil politique et militaire, et détruit la plupart de ses infrastructures. Pourtant, dans ce champ de ruines, le Hamas reste présent, armé, et déterminé à ne pas disparaître. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu du 10 octobre, les images en provenance de Gaza n'ont toutefois rien de rassurant : exécutions sommaires, passages à tabac, intimidations.

Les hommes masqués du Hamas reprennent possession des rues, imposant leur ordre face à des bandes rivales et des pillards qui ont profité du chaos. Pour une partie de la population, traumatisée et épuisée, ce retour brutal n'est pas une surprise.

Selon l'ancien chef du renseignement israélien Michael Milshtain, « *le Hamas existe toujours et reste l'acteur dominant à Gaza* ». L'organisation garde la loyauté d'environ 100 000 membres et sympathisants, disposant d'armes, de tunnels et d'un réseau social profondément enraciné. Son autorité, bien que fissurée, demeure incomparable face à des milices disparates, parfois liées à Daech ou à des clans locaux. Certains envisagent un scénario où le Hamas changerait de nom, adopterait un profil politique plus modéré, et tenterait d'intégrer une future gouvernance transitoire internationale, prévue par le plan de paix de l'administration Trump II. Une comparaison est parfois faite avec l'évolution du Congrès National Africain (ANC) en Afrique du Sud, passé de la lutte armée à la scène politique. Mais beaucoup restent sceptiques. Le désarmement réel paraît illusoire, et plusieurs experts prévoient une nouvelle guerre dans les cinq prochaines années.

CONCLUSION

RÉDIGÉ PAR NDEYE AMINATA NDIAYE

En définitive, les dynamiques contemporaines du conflit israélo-palestinien révèlent la difficulté structurelle de transformer un cessez-le-feu en une paix durable. L'accord de 2025, salué comme un jalon diplomatique majeur, symbolisait une rare convergence entre Washington, Le Caire et Tel-Aviv. Cependant, cet optimisme s'est rapidement érodé lorsque des actes de violence interne ont réémergé à Gaza, soulignant que la signature d'un accord ne saurait à elle seule pacifier des décennies d'hostilités.

La situation actuelle illustre la permanence d'un déséquilibre politique et territorial profondément enraciné. Les exécutions et règlements de compte opérés par la police du Hamas après la signature du cessez-le-feu traduisent non seulement une crise de légitimité interne, mais aussi la fragilité des structures de gouvernance dans l'enclave. En parallèle, le soutien indéfectible des États-Unis à Israël, bien qu'il ait facilité l'adoption d'un cessez-le-feu, continue d'alimenter les perceptions d'injustice du côté palestinien.

Ainsi, la consolidation de la paix ne pourra émerger sans une approche holistique intégrant la justice, la reconstruction économique et la réconciliation intercommunautaire. Comme le rappelait Boutros Boutros-Ghali, la paix demeure une « utopie nécessaire » un horizon à poursuivre, malgré les impasses diplomatiques récurrentes. Tant que perdureront les logiques de domination, les inégalités territoriales et l'absence d'un véritable État palestinien, le Moyen-Orient restera prisonnier de cette dialectique entre espoir et désillusion.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages

- Bass, W. (2004) *Support any friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance*. Oxford University Press, p. 18, 21, 26, 28. <https://books.google.fr/books?id=YGMFli8LR6YC&dq>
- Dieckhoff, A. (2022). *Israël-Palestine : une guerre sans fin ? : 22 questions décisives* (2^e éd.). Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.dieck.2022.01>
- Tétart, F. (dir.), & Marin, C. (cartogr.). (2024). Le conflit israélo-palestinien sur la scène internationale. Dans *Grand Atlas 2025 : Dossier - Israël-Palestine : Conflit régional, enjeu mondial ?* (pp. 84-85). Paris : Autrement. <https://shs-cairn-info.ezproxy.univ-catholille.fr/grand-atlas-2025-9782080456694-page-84?lang=fr>

Article scientifique :

- Chatham House – International Affairs Think Tank. (2023). *The Abraham Accords and Israel-UAE normalization | 03 The security landscape*. [online] Available at: <https://www.chathamhouse.org/2023/03/abraham-accords-and-israel-uae-normalization/03-security-landscape?> [Accessed 20 Oct. 2025].
- Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans *sciencepo.fr*. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude83.pdf>
- Masters, J. (2025, 8 octobre). *U.S. Aid to Israel in Four Charts*. Council On Foreign Relations. <https://www.cfr.org/article/us-aid-israel-four-charts>
- Zonszein, T. (2024). *The illusion of peace: U.S. mediation and the limits of diplomacy in Israel-Palestine*. *Foreign Affairs*, 103(5), 22-29.

Document officiel :

- Boutros-Ghali, B. (1992). An agenda for peace: Preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping. United Nations. https://digitallibrary.un.org/record/145749/files/A_47_277-S_24111-EN.pdf
- France Diplomatie, Israël - Commémoration des attaques terroristes du 7 octobre (7 octobre 2025). <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-palestine/actualites-et-evenements/2025/article/israel-commemoration-des-attaques-terroristes-du-7-octobre-07-10-25>
- Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou.
- United States Department of State. (2025, October 13). Joint peace statement by the United States, Egypt, and Israel. <https://www.state.gov/press-releases>
- United States Department of State. *Joint Statement of the 48th U.S.-Israel Joint Political-Military Group*. <https://www.jewishvirtuallibrary.org/joint-statement-of-the-48th-u-s-israel-joint-political-military-group>

Articles de presse :

- Al Jazeera. (2025, October 14). Hamas executions raise doubts over newly signed Gaza ceasefire. <https://www.aljazeera.com/news/2025/10/14/hamas-executions-gaza>
- ANGEVIN Patrick, Ouest-France, « Le Hamas met en scène son contrôle de la bande de Gaza », publié le 26 janvier 2025 <https://www.ouest-france.fr/monde/israel/le-hamas-met-en-scene-son-controle-de-la-bande-de-gaza-82c4366e-dbf1b-11ef-8f83-1be9a95f1bed>
- Akouegnon, P. (2025, 07 février). Pourquoi les États-Unis ont besoin d'Israël : Influence du lobby sioniste, intérêts géopolitiques et stratégies d'infiltration. Africtelegraph. <https://africtelegraph.com/blog/2025/02/07/pourquoi-les-etats-unis-ont-besoin-disrael-influence-du-lobby-sioniste-interets-geopolitiques-et-strategies-dinfiltration>
- Bateman, T. (2025, 5 mai). Americans used to be steadfast in supporting Israel. No longer. <https://www.bbc.com/news/articles/cr4n90g6y9qo>
- BARBANCEY Pierre, L'Humanité, « Cessez-le-feu à Gaza : même l'administration Trump est « de plus en plus inquiète » qu'Israël rompe la trêve », publié le 21 octobre 2025. <https://www.humanite.fr/monde/bande-de-gaza/cessez-le-feu-a-gaza-meme-ladministration-trump-est-de-plus-en-plus-inquiete-quisrael- rompe-la-treve>
- BBC News Afrique. (2023, 14 novembre). Guerre Israël-Gaza : Quels sont les pays qui soutiennent les représailles d'Israël et ceux qui les condamnent ? <https://www.bbc.com/afrique/articles/crgp3n0825yo>
- Caron, P. (2023, 21 décembre). Conflit au Proche-Orient : pourquoi les Etats-Unis soutiennent-ils historiquement Israël ? Franceinfo. https://www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/conflit-au-proche-orient-pourquoi-les-etats-unis-soutiennent-ils-historiquement-israel_6246486.html
- Chamsin. (s. d.). *Doctrine pieuvre*. Consulté sur <https://chamsin.fr/doctrine-pieuvre>
- Connan, J. (2025). À Gaza, l'inquiétante chasse aux collaborateurs menée par le Hamas. La Croix. <https://www.la-croix.com/international/a-gaza-l-inquietante-chasse-aux-collaborateurs-menee-par-le-hamas-20251015>
- Dev. (2012, 5 juin). *Truman, la décision pour Israël*. Morashá. <https://www.morasha.com.br/fr/histoire-d%27Isra%C3%A9l/La-d%C3%A9cision-de-Truman-pour-Isra%C3%A9l.html>
- ELBAZ-PHELPS Emmanuelle, Le Point, « Le Hamas est un lézard : on lui coupe la queue, elle repousse », publié le 21 mars 2025 https://www.lepoint.fr/monde/apres-deux-mois-de-treve-avec-israel-quelles-sont-les-forces-du-hamas-dans-la-bande-de-gaza-21-03-2025-2585271_24.php
- Fayad, É. (2023). *Le conflit israélo-palestinien : une longue histoire d'occasions manquées* [Long format]. *Courrier International*. <https://www.courrierinternational.com/long-format/recit-le-conflit-israelo-palestinien-une-longue-histoire-d-occasions-manquees>
- Feyt, B. (2025, 23 avril). QR : pour quelles raisons les USA soutiennent autant Israël ? RTBF. <https://www.rtbf.be/article/qr-pour-quelles-raisons-les-usa-soutiennent-autant-israel-11537255>
- GARCIA Émilie, The Huffington Post, « Deux ans après le 7-Octobre, le Hamas est « affaibli mais loin d'être détruit », publié le 7 octobre 2025 https://www.huffingtonpost.fr/international/article/deux-ans-apres-le-7-octobre-le-hamas-est-affaibli-mais-loin-d-etre-detruit_255652.html
- Halimi, S. (2025, 24 juin). Le poids du lobby pro-israélien aux États-Unis. *Le Monde Diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/1989/08/HALIMI/9427>
- Horton, P. J. (2021, 26 mai). *Israël-Gaza : combien d'argent Israël reçoit-il des États-Unis ?* BBC News Afrique. <https://www.bbc.com/afrique/monde-57243165>
- HIN-CELLURA Jade, GEO, « Israël multiplie les fronts. Quelle est la véritable stratégie de Netanyahu au Moyen-Orient ? », publié le 22 août 2025 <https://www.geo.fr/geopolitique/israel-multiplie-les-fronts-quelle-est-la-veritable-strategie-de-netanyahu-au-moyen-orient-227942>
- Hroub, K. (2009). Aux racines du Hamas : les Frères musulmans. *Revue internationale et stratégique*, 73(1), 65-74. <https://shs.cairn.info/dossiers-2023-59-page-1>
- La Croix (2025, 13 octobre). Gaza : retour des otages, Trump à la Knesset... Ce qu'il faut retenir de la journée du lundi 13 octobre. <https://www.la-croix.com/international/conflit-proche-orient-jour-738-guerre-israel-iran-gaza-situation-aujourd'hui-20251013>
- Laurens, H. (2002). Le choc de 1947 : le plan de partage de la Palestine par l'ONU. *Esprit*. <https://esprit.presse.fr/article/henry-laurens/le-choc-de-1947-le-plan-de-partage-de-la-palestine-par-l-onu-8587>
- Lenoir, L. Gribouval, J. Poussin, N. Trafial, J. (2023). L'influence des récits sur la création de l'État d'Israël et ses conséquences sur le conflit israélo-palestinien actuel. Le coup d'œil de l'A.M.R.I, 43 (17), 10-25. *AMRI*.
- Le Monde Diplomatique. (s. d.) *Guerre israélo-arabe 1967*. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/guerredessixjours>
- Perspective Monde - Université de Sherbrooke. (s. d.-a). Frères musulmans. Dans *Bilan du Monde : dictionnaire historique et politique*. Consulté sur <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1675>
- Perspective Monde - Université de Sherbrooke. (s. d.-b). Hamas. Dans *Bilan du Monde : dictionnaire historique et politique*. Consulté sur <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1441>
- PTB. (2023, 20 décembre). Pourquoi les États-Unis continuent-ils à soutenir systématiquement Israël ? <https://www.ptb.be/actualites/pourquoi-les-etats-unis-continuent-ils-soutenir-systematiquement-israel>
- VANDEN Florent et VANZEVEREN Catherine, RTL, « Armes, tunnels, nombres de membres : que reste-t-il du Hamas deux ans après le 7 octobre ? », publié le 7 octobre 2025. <https://www rtl.be/actu/monde/international/armes-tunnels-nombre-de-membres-que-reste-t-il-du-hamas-deux-ans-apres-le-7/2025-10-07/article/766175>
- Rédaction de BBC News, « Qui sont les dirigeants les plus éminents du Hamas qui ont été "assassinés" par Israël ou qui ont tenté de l'être? », publié le 21 septembre 2025 .

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

- Rédaction du Grand Continent, « Depuis le début de la guerre le Hamas a recruté presque autant de combattants qu'il n'en n'a perdu face à Israël », publié le 15 janvier 2025 <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/01/15/accord-de-cessez-le-feu-a-gaza-le-hamas-a-recrute-presque-autant-de-combattants-quil-nen-a-perdu-face-a-israel/>
- Rédaction de RFI, « Gaza: les capacités militaires du Hamas largement affaiblies, mais le recrutement se poursuit », publié le 7 octobre 2025 <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20251007-gaza-les-capacites-militaires-du-hamas-largement-ffaiblies-mais-le-recrutement-se-poursuit>
- Rédaction du Washington Post, « The Gaza ceasefire is cracking. Hamas is to blame. », publié le 19 octobre 2025 <https://www.washingtonpost.com/opinions/2025/10/19/hamas-gaza-ceasefire-collapse-violence-terrorism/>
- Sanches, M. (2023, 18 octobre). Conflit israélo-palestinien : Pourquoi les États-Unis soutiennent-ils Israël ? BBC, News Afrique. <https://www.bbc.com/afrique/articles/cn48gdq3eqo>
- Stradic, S. L. (2023, 18 octobre). Les États-Unis, principal médiateur du conflit israélo-palestinien depuis 75 ans. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/international/les-etats-unis-principal-mediateur-du-conflit-israelo-palestinien-depuis-75-ans-20231018#:~:text=l'Autorit%C3%A9%20palestinienne.,2020%20%3A%20les%20accords%20d'Abraham,d'annexion%20de%20la%20Cisjordanie.>

Rapports

- Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) - Ministère des Armées. (2021). *Axe de la résistance*. Paris : Ministère des Armées. https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/dems/axe_de_la_resistance.pdf

Sitographie et bases de données

- Arms Control Association. (2004). *The Iran Case : Addressing why countries want nuclear weapons*. <https://www.armscontrol.org/act/2004-12/iran-nuclear-briefs/iran-case-addressing-why-countries-want-nuclear-weapons>
- BiEPAG. (s. d.). What is a Stabilitocracy ?
- Contre Attaque. (2025, 11 septembre). 10 septembre : Les chiffres d'une mobilisation remarquable.
- Human Rights Watch. (2024). Israel/Palestine: 2023 Gaza conflict – civilian toll and accountability. <https://www.hrw.org/report/2024/02/12/israel-palestine-2023-gaza-conflict>
- Staff, C. (2025, 6 mars). Truman Advisor Clark Clifford Opposes State Department on Partition. CIE. https://israeled.org/clark-clifford/?x_tr_hist=true
- Stambul, P. (2025, 3 mars). Comment Israël est devenu un outil indispensable à la domination états-unienne au Proche-Orient.UJFP. <https://ujfp.org/comment-israel-est-devenu-un-outil-indispensable-a-la-domination-etats-unienne-au-proche-orient/>
- Statista (2025), Israël / territoires palestiniens : nombre de morts et de blessés en raison de l'attaque du Hamas contre Israël et des contre-attaques d'Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, depuis le 7 octobre 2023, au 9 octobre 2025. <https://fr.statista.com/statistiques/1423795/guerre-israel-territoires-palestiniens-nombre-morts-et-blesses/>

Vidéographie

- France Inter. (2024). Israël-Palestine : anatomie d'un conflit - Série vidéo (18 épisodes) [Playlist YouTube]. <https://www.youtube.com/playlist?list=PL43OynbWaTMJPEgiy4LBhFcHt6p8H4UCw>

COMMENT PARLERAIT ZARATHOUSTRA AUJOURD'HUI ?

RÉDIGÉ PAR OPHÉLIE CALICHIAMA



https://www.ancient-symbols.com/symbols-directory/faravahar.html#google_vignette

Aah, qui n'a donc jamais entendu parler du livre "Ainsi parlait Zarathoustra", du philosophe allemand Friedrich Nietzsche ! Mais qui est donc réellement Zarathoustra ? C'est ce que nous allons découvrir...

ZARATHOUSTRA, LE FONDATEUR

Le zoroastrisme a été fondé par le prophète Zarathoustra, parfois aussi appelé Zoroastre. Les historiens, à la suite de leurs recherches concernant les premiers zoroastriens et les origines des plus anciens textes, estiment que, s'il a réellement existé, il aurait vécu entre 1500 et le VII^e siècle av J-C. Aujourd'hui, le zoroastrisme est considéré comme la première religion véritablement monothéiste, c'est-à-dire la première à enseigner qu'il n'existe qu'un seul dieu unique, Ahura Mazda, créateur du monde et incarnation du Bien. L'on considère que cette religion, très ancienne, a influencé les trois religions monothéistes qui ont actuellement le plus de pratiquants : le judaïsme, le christianisme ainsi que l'islam.

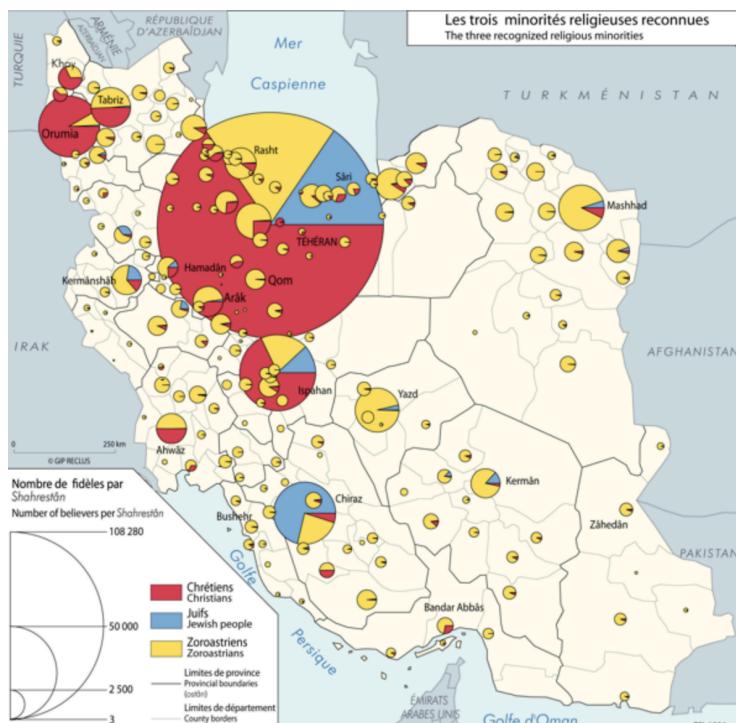
Il ne faut pas oublier que Cyrus le Grand, fondateur de l'Empire perse, était zoroastrien, mais est également à l'origine de la fin de leur exil à Babylone : après près de cinquante années d'exil, il permet aux Juifs de rentrer chez eux, et de reconstruire leur temple ainsi que leur ville, la belle Jérusalem. Cyrus ne leur impose pas sa religion, mais ils ont peut-être été influencés (Stausberg).

ZOROASTRIENS : ENTRE IRAN...

Ainsi, les Achéménides étaient zoroastriens. Cette religion qui perdura sous les dynasties suivantes : les Séleucides, les Parthes puis les Sassanides. Cependant, au VII^e siècle, une nouvelle foi émerge : l'islam. Après la mort de son prophète Mahomet, les Arabes entament une série de conquêtes destinées à propager cette religion, atteignant rapidement les frontières de la Perse. Face à cette expansion, une partie des Perses choisit de fuir par la mer, tandis que ceux restés sur place sont contraints, pour la plupart, de se convertir à l'islam. Néanmoins, une minorité demeure fidèle

à l'enseignement de Zoroastre et se réfugie dans des régions reculées. La ville de Yazd devient alors le principal centre du zoroastrisme, où cette tradition millénaire survit encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, les zoroastriens constituent, aux côtés des chrétiens et des juifs, l'une des trois minorités religieuses officiellement reconnues par la République islamique d'Iran. Leur communauté compte environ 250 000 membres. Bien que numériquement réduits, ils disposent d'un représentant au Parlement iranien, privilège dont ne bénéficient pas les musulmans sunnites, pourtant estimés à environ 15 % de la population.



Les trois minorités religieuses reconnues en Iran.

Source : Atlas de l'Iran 1998 - Cultures religieuse.
<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=AI-021108&f=local&l=fr>

...ET INDE

Les zoroastriens qui fuirent la Perse par la mer, redoutant l'avancée des armées arabes, trouvèrent également refuge en Inde, où ils furent accueillis favorablement. Leurs descendants sont connus sous le nom de Parsis, terme dérivé de leur origine perse.

Au fil des siècles, certains d'entre eux se sont distingués par leur influence et leur réussite. Parmi les plus célèbres figurent Jamsetji Tata, fondateur du groupe industriel Tata

Motors, qui racheta notamment Jaguar aux Britanniques, un symbole fort à l'égard de l'ancienne puissance coloniale. Un autre Parsi mondialement connu est Freddie Mercury (de son vrai nom Farrokh Bulsara), chanteur et pianiste du groupe Queen. Bien qu'il ne fût pas particulièrement pratiquant, il appartenait à la communauté zoroastrienne.

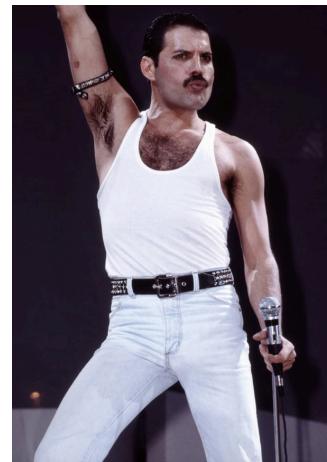
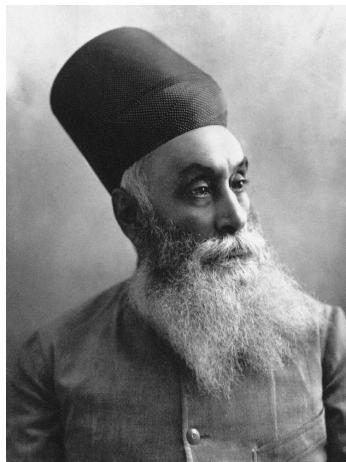


Photo de gauche : Photo de Jamsetji Tata issue de l'encyclopédie Britannica:
<https://www.britannica.com/money/Jamsetji-Nusserwanji-Tata>

Photo de droite : Photo de Freddie Mercury (source : Phil Dent/Redferns)
<https://www.eonline.com/news/982514/the-truth-about-freddie-mercury-s-incredibly-complicated-life-is-guaranteed-to-blow-your-mind>

CROYANCES ET PRATIQUES ZOROASTRIENNES

Dans le zoroastrisme, Ahura Mazda est considéré comme le créateur de l'univers, de la Terre et des hommes. Il représente l'unique divinité suprême, source de tout bien et de toute vérité, ce qui fait du zoroastrisme une religion pleinement monothéiste. Le mal, quant à lui, n'est pas une force indépendante, mais l'absence du bien ou de la pensée juste. Dans cette logique, Angra Mainyu ne désigne pas un dieu du mal, mais symbolise le mal intérieur, celui qui naît dans l'esprit humain et empêche l'homme d'agir justement.

Le zoroastrisme reconnaît également l'existence des Amesha Spenta, six entités spirituelles, qui incarnent les vertus essentielles :

- Vohu Manah, la justesse
- Asha Vahishta, la pensée juste
- Xshathra Vairy, la maîtrise de soi
- Spenta Armaiti, la sérénité
- Haurvatat, l'évolution vers la perfection
- Ameretat, l'immortalité

Ces forces, au nombre de six, ont pour but de guider l'homme vers le salut et la perfection spirituelle, mais doivent être atteintes progressivement, chacun préparant l'acquisition du suivant : on ne peut parvenir à la maîtrise de soi sans avoir d'abord acquis la justesse et la pensée juste (Richer).

Durant la période préislamique, les *magus* (ou prêtres zoroastriens) étaient chargés d'accomplir les sacrifices. Les jeunes garçons destinés à cette fonction apprenaient par cœur, de manière orale, les textes sacrés dont ils auraient besoin une fois ordonnés. Par souci de pureté, cette ordination avait lieu avant la puberté. De nos jours en Iran, chaque prêtre est au service de sa localité et seuls les adultes sont ordonnés prêtres. Cependant, cette fonction est devenue secondaire et n'est plus une activité à plein temps.

En revanche, en Inde, la prêtrise reste un véritable métier : les prêtres y subissent une seconde ordination et reçoivent le titre de *mobed*. Certains, plus haut placés dans la hiérarchie, portent le titre honorifique de *dastur*. Ce sont notamment eux qui célèbrent les mariages.

Les zoroastriens ont parfois été qualifiés « d'adorateurs du feu ». Il est vrai que dans les temples se trouve une chambre du feu dans laquelle les rayons du soleil ne doivent pas pénétrer. Après un rituel, le feu devient sacré. Il est alors considéré comme une « personne » et ne doit pas fusionner avec d'autres feux. Par ailleurs, certains fidèles entretiennent d'ailleurs un feu chez eux, en Iran comme en Inde. (Stausberg, 2022)

L'un des symboles les plus emblématiques du zoroastrisme reste le *faravahar* : un oiseau ailé à tête humaine. Ses trois rangées d'ailes rappellent le principe moral fondamental de la foi que tout zoroastrien se doit de suivre : « bonnes pensées, bonnes paroles, bonnes actions ». Le disque solaire placé en son centre symbolise, quant à lui, l'immortalité de l'âme et celle de l'univers.

Le zoroastrisme célèbre plusieurs festivités importantes, dont certaines sont encore observées aujourd'hui en Iran et en Inde.

- *Nowrouz*, le Nouvel An zoroastrien, correspond à l'équinoxe de printemps. Il marque le renouveau de la nature et se fête en famille autour d'un repas, précédé d'un grand nettoyage symbolique des maisons.
- *Djashn-e Sadeh*, célébré cent jours avant *Nowrouz*, est la fête du feu. Les participants se rassemblent autour d'un immense brasier allumé en l'honneur de la lumière et du triomphe du bien sur le mal.
- *Tirgan* (ou *Tir*), quant à elle, est une fête de l'eau au cours de laquelle les gens s'aspergent mutuellement, symbole de purification et de fertilité.

Pour une approche plus ludique et accessible de cette culture, Ophélie Calichiama vous recommande la bande dessinée incontournable *Ainsi se tut Zarathoustra* de

BIBLIOGRAPHIE

Article de revues

- Stausberg, M. (2022). Zarathoustra et sa religion. Édition Les Belles Lettres, p.45-52 ; p.112 à 114 ; p.150 à 154
- Ferrira, M. (2016, juillet). Fête de Sadeh. La Revue de Téhéran.
- Richer, L. (2021, 15 mars). Zarathoustra et le zoroastrisme [Podcast]. Arcana et les mystères du monde
- Dupont, A.-L. (2022). Atlas de l'islam : Lieux, pratiques et idéologie. (3e éd. éd). Autrement, p 70-71
- Romey, K. (2024, août). Zoroastrisme : cette ancienne religion a encore de fervents adeptes. National Geographic. <https://www.nationalgeographic.fr/photographie/reportage-enquete-zoroastrisme-cette-ancienne-religion-a-encore-de-fervents-adeptes>

ZAPAD-2025: EXERCICES RUSSIE-BIÉLORUSSIE ET SIGNAUX POUR L'OTAN

RÉDIGÉ PAR OLEKSANDR KONOVALENKO



Figure №1. Logo « Zapad-2025 » @ Wikipedia

L'un des événements géopolitiques majeurs et débattus a été les exercices russo-biélorusses « Zapad-2025 », qui se sont déroulés du 11 au 16 septembre 2025. Ces manœuvres ont représenté, d'une part, une méthode traditionnelle d'entraînement des soldats de l'État de l'Union, héritée de l'époque soviétique. D'autre part, elles ont constitué un exemple de la manière dont il est possible d'adresser des signaux à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), si l'on analyse la situation d'un point de vue interétatique.

Les plus hautes autorités russes et biélorusses ont officiellement déclaré que ces exercices avaient un caractère exclusivement défensif, visant à renforcer la capacité de combat des deux armées. « L'objectif de l'exercice consiste à travailler tous les éléments nécessaires pour assurer la protection inconditionnelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et la défense contre toute agression de l'État de l'Union », a affirmé Vladimir Poutine le 16 septembre. Selon le scénario, le groupement conjoint des forces des deux pays « repousse une agression militaire de grande envergure sur

le théâtre occidental des opérations », avec des combats menés sur trois axes et dans l'Arctique.

Il convient également de noter que, selon le ministère de la Défense de la Biélorussie, des militaires issus de vingt-trois pays étaient présents, dont trois membres de l'OTAN : la Hongrie, les États-Unis et la Turquie. Pour la communauté internationale, il a constitué une surprise majeure de voir l'attaché de défense de l'ambassade des États-Unis en Biélorussie, Brian Shoup, assister aux manœuvres et rencontrer le ministre de la Défense de la République de Biélorussie, Viktor Khrenin, sur le polygone militaire de Borisov.

Ainsi, il est possible d'affirmer que « Zapad-2025 » n'a pas seulement constitué un exercice militaire des forces armées au sens classique du terme, mais également un moyen de transmettre des signaux à la communauté internationale et de favoriser le développement d'une communication stratégique, aussi bien avec les alliés qu'avec les opposants. La démonstration de l'unité de l'État de l'Union, le renforcement des liens avec certains pays membres de l'OTAN et la prise de conscience d'une

éventuelle escalade, conjuguée à la volonté de l'éviter, montrent que les autorités de la Fédération de Russie et de la République de Biélorussie ont abordé cette question dans une perspective constructiviste.

ÉVOLUTION HISTORIQUE DES EXERCICES « ZAPAD »

Les exercices « Zapad » trouvent leur origine en 1977. Cette année-là, les manœuvres « Zapad-77 » ont réuni l'Armée soviétique et les forces des pays du Pacte de Varsovie. Elles se sont déroulées entre mai et juin et visaient à tester la préparation opérationnelle et stratégique des troupes. Il s'agissait aussi d'évaluer leur capacité à répondre au renforcement militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

En septembre 1981, « Zapad-81 » a marqué un tournant. Ces manœuvres, organisées du 4 au 12 septembre, furent les plus importantes de l'histoire de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Selon les estimations, elles ont rassemblé entre 100 000 et 150 000 militaires. C'est également à cette occasion que furent testés de nouveaux complexes de missiles, dont le RSD-10 (SS-20), ainsi que d'autres systèmes destinés à accroître l'impact stratégique.

Après la dissolution de l'URSS, la série fut relancée dans un contexte post-soviétique. En juin 1999, « Zapad-99 » a constitué un moment clé. La Russie y a simulé une défense contre les forces de l'OTAN et en a conclu à la nécessité d'abaisser le seuil d'utilisation de l'arme nucléaire tactique. Ce changement a marqué une évolution doctrinale majeure. Le message principal consistait à signaler aux pays occidentaux l'inutilité d'une intervention dans la deuxième guerre de Tchétchénie.

À partir de 2009, la série a repris sous une forme russe-biélorusse. « Zapad-2009 » a représenté les premières grandes manœuvres conjointes depuis l'effondrement de l'URSS. Elles ont mis l'accent sur les opérations alliées et l'emploi des missiles « Iskander ». En 2013, « Zapad-2013 » a élargi les scénarios pour inclure la riposte à des attaques massives d'un adversaire conventionnel.

En 2017 et 2021, les exercices ont surtout porté sur la préparation face aux menaces de l'OTAN et sur l'intégration des structures de commandement de l'État de l'Union.

Selon les données officielles annoncées par Minsk et Moscou, environ 12 à 15 mille militaires ont pris part aux exercices « Zapad-2025 ». La Biélorussie a indiqué la présence de 7 000 participants, dont 6 000 issus de ses propres forces. Dans la presse russe, les chiffres s'approchaient de 15 000. Cette estimation permettait de souligner l'ampleur de l'événement, tout en maintenant, pour certains épisodes, un seuil « inférieur à 13 000 » afin de rester formellement conforme au Document de Vienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.



Figure №2. Véhicules blindés militaires biélorusses et russes lors d'exercices © Portail d'information et d'analyse de URB

Les évaluations de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des analystes indépendants différaient sensiblement. Des médias occidentaux évoquaient 8 000 militaires biélorusses et un millier de soldats russes. Le centre de recherche Jamestown Foundation avançait un chiffre plus restreint : environ 350 à 500 soldats russes et près de cent unités d'équipement stationnées en Biélorussie. Ces écarts témoignent de la difficulté persistante à mesurer de façon transparente l'ampleur de tels exercices.

Les autorités de la Fédération de Russie et de la République de Biélorussie ont souligné le caractère exclusivement défensif des manœuvres. Selon les déclarations officielles, le scénario consistait à repousser

une attaque contre l'État de l'Union, puis à lancer une contre-offensive destinée à rétablir le contrôle. Cette présentation reprend la logique des cycles précédents, où l'accent mis sur la défense masquait souvent des éléments à vocation offensive.

La légende des exercices reposait sur la création de deux États fictifs : la République de Polésie et son allié, la République orientale. Ces entités étaient confrontées à une agression extérieure. L'objectif de l'adversaire supposé était de déstabiliser la région, d'éliminer son leadership politique et de dissoudre l'alliance. Après l'échec d'une tentative de provoquer un conflit interne, l'ennemi engageait des opérations militaires. Les forces alliées répondaient en contrant cette offensive.

Le scénario progressait par étapes. Une reconnaissance aérienne était menée à l'aide d'un drone Supercam S350. Des frappes aériennes suivaient, exécutées par des bombardiers Su-34, protégés par des chasseurs Su-30SM2. Les positions ennemis étaient ensuite visées par l'artillerie, avant l'intervention des avions d'attaque Su-25 et Yak-130. Les forces terrestres, appuyées par des hélicoptères Mi-35, entraient en action pourachever l'opération. Le scénario se terminait par la libération d'une localité, l'évacuation des blessés et le déploiement de drapeaux russes et biélorusses fixés à des drones.

COORDINATION, LOGISTIQUE ET DIMENSION TECHNOLOGIQUE

Selon le vice-ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Iounous-Bek Evkourov, la partie centrale de la Biélorussie a été considérée comme l'axe principal de l'attaque. Les forces alliées y ont repoussé l'offensive avant de passer à une contre-attaque. Sur le front nord-ouest, le groupement de troupes a neutralisé les frappes de diversion de l'ennemi et a entamé des actions offensives afin de créer des « zones de sécurité » sur les territoires voisins.

Un élément central des manœuvres a été la mise en œuvre d'un commandement intégré. Selon l'analyse du Royal United Services Institute, les exercices ont modélisé une structure de commandement commune de l'État de l'Union.

Les états-majors russe et biélorusse ont agi comme une entité unique. Cela a impliqué l'harmonisation des plans, la répartition unifiée des missions et la synchronisation des actions entre différents corps d'armée. Une attention particulière a été portée à la logistique et au transfert des troupes. Des unités russes ont été déplacées depuis les régions occidentales de la Fédération vers la Biélorussie, en utilisant les voies ferrées et routières. Ces opérations comprenaient également l'approvisionnement en carburant, en munitions et en matériel. Des observateurs de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont noté ces épisodes comme une démonstration de la capacité de Moscou à déployer rapidement ses forces près des frontières de l'Alliance.

Les exercices ont également mis en avant des aspects modernes, tels que les cyberopérations et la guerre électronique. Selon les sources militaires biélorusses, le scénario incluait des actions de neutralisation des systèmes de communication ennemis et la protection des réseaux de commandement alliés. Les analystes estiment que ces éléments reflètent l'expérience russe acquise pendant la guerre en Ukraine et traduisent une volonté d'adapter la doctrine militaire aux menaces contemporaines.

HYPERSONIQUE, MISSILES ET DRONES

Un des volets majeurs de « Zapad-2025 » a été la démonstration des systèmes de missiles. Des tirs de missiles de croisière « Kalibr », utilisés depuis des plateformes maritimes et terrestres, ont été mentionnés dans des sources ouvertes. Une attention particulière a été portée au système « Iskander-M », déployé dans la région de Kaliningrad et destiné à frapper des cibles en profondeur sur le territoire adverse.

Les manœuvres ont également servi de vitrine pour les technologies hypersoniques. Les médias russes ont évoqué l'utilisation du nouveau système « Oreshnik », présenté comme un complexe hypersonique prometteur. Des tirs de missiles « Tsirkon » ont été effectués depuis des navires de la Flotte du Nord dans la mer de Barents. Par ailleurs, des missiles aéroportés « Kinzhal » ont été employés avec des chasseurs MiG-31.

La défense aérienne a aussi joué un rôle important. Les systèmes S-400 « Triumf » et S-350 ont été mobilisés pour contrer des attaques aériennes simulées. À leurs côtés, la Biélorussie a engagé ses lance-roquettes multiples « Polonez », ce qui a illustré l'intégration des défenses aériennes dans une architecture commune de l'État de l'Union.

Enfin, l'usage accru de drones a été remarqué. Le drone de reconnaissance Supercam S350, déjà employé en Ukraine, a été testé dans plusieurs épisodes. Les exercices ont aussi validé l'intégration des drones avec l'artillerie, en assurant des missions de correction de tir et de désignation de cibles. Ces innovations comprenaient également des systèmes de guerre électronique et des dispositifs de commandement fondés sur la navigation satellitaire. Selon RUSI, elles traduisent la volonté d'adapter les armées alliées aux exigences d'un conflit moderne et technologiquement avancé.

L'UNION EUROPÉENNE, L'OTAN ET LES ÉTATS-UNIS FACE AUX EXERCICES ZAPAD-2025

Comme prévu, la réaction du bloc occidental a été immédiate. Le 17 septembre, le site officiel du Conseil de l'Union européenne a publié une déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union concernant les exercices stratégiques conjoints « Zapad-2025 ». Le texte soulignait que l'organisation de manœuvres dans un contexte de guerre en Ukraine et après plusieurs violations de l'espace aérien européen par des drones russes « ne démontre pas un engagement en faveur de la désescalade et de la paix ». Il y était aussi mentionné que la participation d'autres pays aux exercices, en particulier depuis le territoire biélorusse, représentait une source de préoccupation sécuritaire majeure. L'Union a rappelé l'obligation de respecter pleinement les engagements internationaux, notamment le Document de Vienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

À cette déclaration se sont associés non seulement les États membres de l'Union européenne, mais aussi plusieurs partenaires.

Parmi eux figuraient l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Islande, le Liechtenstein, la Moldavie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Norvège ainsi que l'Ukraine.

Parallèlement, la Pologne et la Lettonie ont fermé leur espace aérien dans les zones frontalières dès le 11 septembre, à la veille de l'ouverture des exercices. Varsovie a aussi déployé environ 40 000 soldats à la frontière orientale pour renforcer son potentiel défensif. L'armée polonaise a procédé aux premiers tirs réels du système de défense aérienne moyenne portée « Wisła » dans la mer Baltique. Dans les jours suivants, de nouveaux lanceurs « Homar A » et « Homar K », récemment intégrés à l'arsenal, devaient être testés. Ces initiatives faisaient partie des manœuvres de l'OTAN « Iron Defender », organisées notamment près de l'enclave de Kaliningrad. Le ministre polonais de la Défense, Władysław Kosiniak-Kamysz, a déclaré explicitement que ces exercices constituaient une réponse directe à « Zapad-2025 ».

Le Pentagone a confirmé officiellement que des militaires américains avaient assisté aux exercices en Biélorussie et en Russie en qualité d'observateurs. « L'ambassade des États-Unis à Minsk a reçu une invitation pour l'attaché de défense, et nous l'avons acceptée à la lumière de récents contacts bilatéraux constructifs », a indiqué un porte-parole du département. Cette décision a été interprétée comme un signal de Washington traduisant une volonté de renforcer ses liens avec Minsk et d'accroître son influence sur Moscou via le vecteur biélorusse.



Le ministre biélorusse de la Défense, Viktor Khrenin, et l'attaché de défense à l'ambassade des États-Unis, le lieutenant-colonel Brian Patrick Shoup © RBK

La présence américaine lors de « Zapad-2025 » s'inscrit dans une stratégie plus large. Selon plusieurs experts occidentaux, Donald Trump chercherait soit à détacher la Biélorussie de la Russie, soit à utiliser sa proximité avec Moscou pour favoriser l'ouverture de négociations de paix sur l'Ukraine. Les signes récents d'un rapprochement bilatéral renforcent cette lecture : les États-Unis ont levé les sanctions contre la compagnie aérienne biélorusse Belavia et, après la libération de cinquante-deux prisonniers, parmi lesquels des journalistes et des opposants politiques, le président américain a adressé une carte manuscrite de félicitations à Alexandre Loukachenko.

LES MANŒUVRES COMME INSTRUMENT DE PUISSANCE ET DE DIPLOMATIE : LE BILAN DE « ZAPAD-2025 »

Les exercices « Zapad-2025 » se sont révélés à la fois militaires et diplomatiques. Ils font partie de la communication stratégique de Moscou et de Minsk. L'État de l'Union y a démontré sa capacité à repousser des menaces, tout en laissant ouverte la possibilité de négociations. L'accueil d'observateurs étrangers, y compris des États-Unis, a donné à l'événement une double signification : militaire et politique.

Pour l'Ukraine et les pays occidentaux, « Zapad-2025 » a constitué un signal clair. L'intégration dans le scénario de drones, de systèmes de guerre électronique et de missiles hypersoniques a reflété l'expérience russe en Ukraine. Cela a montré une adaptation et une modernisation de la doctrine militaire. Dans le même temps, les spéculations concernant l'éventuelle mise en œuvre d'un volet nucléaire ont alimenté les inquiétudes. Elles ont ouvert un débat sur la préparation d'une escalade ou sur un simple effet de dissuasion. Quoi qu'il en soit, l'utilisation des missiles « Iskander » dans la région de Kaliningrad a contribué à accroître le niveau de tension.

Les perspectives indiquent la poursuite de cette dualité. La Russie devrait continuer à utiliser de telles manœuvres comme un outil de communication stratégique.

Elles lui permettent à la fois de renforcer sa présence militaire et d'afficher une disponibilité au dialogue. Leur importance dépasse les relations bilatérales russo-biélorusses. « Zapad-2025 » a rappelé que la Russie demeure un acteur central de la sécurité européenne et que le format des exercices militaires reste une scène privilégiée pour émettre des signaux et engager des négociations.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de revues scientifiques

- Jamestown Foundation. (2025). Zapad-2025: Russian-Belarusian Exercises and NATO's Response. Jamestown Foundation. <https://jamestown.org>
- Royal United Services Institute - RUSI. (2025). Integrated Command and the Lessons of Zapad-2025. RUSI. <https://rusi.org>
- Rapports gouvernementaux et officiels
- Conseil de l'Union européenne. (2025, 17 septembre). Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne sur les exercices militaires « Zapad-2025 ». Bruxelles : Union européenne. <https://www.consilium.europa.eu>
- Ministère de la Défense de la Fédération de Russie. (2025, 16 septembre). Briefing sur les exercices stratégiques « Zapad-2025 ». Moscou : MoD Russie.
- Ministère de la Défense de la République de Biélorussie. (15 septembre 2025). Annonce officielle des exercices Zapad-2025. Minsk : Ministère de la Défense de la République de Biélorussie.

Sitographie

- AeroTime. (2025, 15 septembre). Russia tests Kinzhal and Tsirkon during Zapad-2025. AeroTime. <https://www.aerotime.aero>
- Al Jazeera. (2025, 14 septembre). Russia, Belarus launch Zapad-2025 drills. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com>
- Defence Blog. (2025, 13 septembre). Iskander-M and Kalibr used in Zapad-2025 drills. Defence Blog. <https://defence-blog.com>
- RIA Novosti. (2025, 16 septembre). Evkurov: Russian-Belarusian troops launched counter-offensive in Zapad-2025. RIA. <https://ria.ru>
- RTVI. (2025, 12 septembre). Scenario of Zapad-2025 presented by Russian MoD. RTVI. <https://rtvi.com>
- Reuters. (2025, 16 septembre). US military confirms it sent observers to Russia-Belarus war games. Reuters. <https://www.reuters.com>
- The Guardian. (2025, 15 septembre). Zapad-2025: NATO voices concern over scale of Russian drills. The Guardian. <https://www.theguardian.com>
- Wikipedia. (2025). S-400 missile system. Wikipedia. <https://en.wikipedia.org>
- Portail d'information et d'analyse de l'État de l'Union (2025) Bogodel: Les exercices Zapad-2025 se concentreront sur la défense de l'État de l'Union. <https://soyuz.by/>

SOUS LE MÊME CIEL, DES TRAJECTOIRES DIFFÉRENTES : LE SCAF ET LE DÉFI DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

RÉDIGÉ PAR BENJAMIN ROHART



Vue d'artiste du NGF - <https://omnirole-rafaele.com/des-annees-80-a-nos-jours/scaf>

En 2017, la France et l'Allemagne lançaient officiellement le Système de Combat Aérien du Futur, le SCAF. Un programme destiné à concevoir le successeur du Rafale français et de l'Eurofighter allemand à l'horizon 2040. Ce projet, auquel s'est jointe l'Espagne en 2019, symbolise l'ambition d'une autonomie stratégique européenne à travers une coopération industrielle et technologique d'envergure.

Le SCAF n'est pas uniquement un avion, c'est un « système de système », associant un avion de chasse de sixième génération (le Next Generation Fighter ou NGF), des drones d'accompagnement (Remote Carriers) et enfin un cloud de combat européen permettant l'échange de données en temps réel entre les différentes plateformes aériennes, terrestres et navales (Ministère des Armées, 2025).

Sur le papier, le projet illustre la capacité de l'Europe à

unir ses forces autour d'un enjeu technologique et stratégique majeur. Dans les faits, il révèle les fractures politiques, industrielles et culturelles qui traversent encore le secteur de la défense et son application à l'Europe. Rivalité entre Dassault Aviation et Airbus, désaccords sur la gouvernance et divergences stratégiques entre Paris et Berlin ont ralenti le programme et mis à nu les difficultés de coopération européenne (Le Monde, 2025).

Le SCAF, voulu comme un symbole de puissance européenne, est devenu le miroir des différences nationales. Il soulève aussi une question centrale : l'Europe peut-elle construire une défense commune tout en respectant les souverainetés nationales ? Cet article tente d'y répondre en trois temps. En revenant sur la genèse et les ambitions du programme, en analysant les désaccords franco-allemands et leurs racines. En montrant en quoi le SCAF illustre les défis de la coopération européenne en matière de défense.

I/ LE SCAF, UN SYMBOLE D'AMBITION EUROPÉENNE

A) Un projet à la croisée de l'innovation technologique et de la souveraineté stratégique

Dès sa conception, le SCAF visait à placer l'Europe à la pointe de la sixième génération d'avions de combat, au coude-à-coude avec le Chengdu J-36 chinois et le F-47 américain. Contrairement aux avions actuels, le NGF ne serait pas seulement un chasseur performant : il serait au cœur d'un écosystème interconnecté qui combinerait intelligence artificielle, guerre électronique et coordination avec des drones. Ce système vise trois objectifs principaux : maintenir la supériorité aérienne européenne face à l'émergence d'avions américains et chinois toujours plus performants ; renforcer la souveraineté technologique en réduisant la dépendance vis-à-vis des équipements américains ; fédérer les industries européennes de défense autour d'un projet commun à long terme.

Les technologies développées dans le cadre du programme SCAF (moteur nouvelle génération, capteurs multifonctionnels, IA embarquée, architecture de cloud militaire) sont appelées à irriguer l'ensemble du secteur aéronautique européen. Le programme représente également un enjeu industriel majeur puisque près de 10 000 emplois directs et indirects sont concernés par le SCAF (EGE, 2022). Mais au-delà de la technologie, le SCAF s'inscrit également dans une logique de coopération politique structurante. Pour Berlin et Paris, il s'agissait de raviver le concept d'une défense européenne sur le vieux continent, capable d'agir indépendamment vis-à-vis de l'OTAN. Une défense européenne fortement affaiblie depuis le Brexit et qui doit maintenant affronter les voltes faces de Donald Trump vis-à-vis de l'Alliance Atlantique.

B) Une ambition politique au cœur de la relance européenne

Le SCAF se voulait l'un des piliers de la « relance franco-allemande » qui fut lancée par Emmanuel Macron et Angela Merkel. L'objectif initialement affiché était de construire un pilier européen de la défense au sein de l'OTAN, un pilier capable d'agir de manière autonome si nécessaire. Le projet s'inscrit ainsi dans le prolongement de la Coopération structurée permanente (CSP/PESCO) de l'Union européenne et du Fonds européen de défense lancé en 2017.

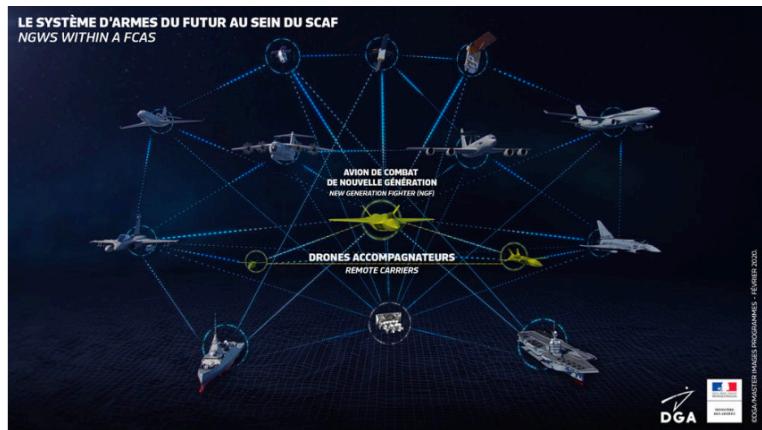
Pour la France, le SCAF devait également symboliser sa capacité d'initiative stratégique et son leadership technologique au sein du continent. Pour Berlin, le SCAF représente un outil d'intégration européenne, mais aussi une opportunité industrielle pour Airbus Defence & Space. Cette différence de perspective entre les deux pays, perceptible dès l'origine du projet, a progressivement conduit à des frictions entre les différents partenaires.

En 2023, l'entrée de la Belgique dans le programme comme observateur a renforcé la dimension européenne du programme, mais cela n'a pas suffi pour apaiser les tensions entre les partenaires. Ainsi, derrière les discours d'unité, les intérêts nationaux divergents ont continué à peser sur le programme.



Maquette du drone envisagé pour le système de combat aérien futur au salon du Bourget 2015. -

https://fr.wikipedia.org/wiki/Système_de_combat_aérien_du_futur



Au centre du programme SCAF, le NGF (Next Generation Fighter) devra collaborer avec le Rafale © DGA

Illustration du système SCAF - <https://omnirole-rafaele.com/des-années-80-a-nos-jours/scaf>

II/ DES TRAJECTOIRES NATIONALES DIVERGENTES

A) Des rivalités industrielles ancrées dans l'histoire du programme

Les tensions industrielles entre Dassault Aviation et Airbus Defence & Space ne sont pas nouvelles et uniquement à cause du SCAF. En effet, ces dernières s'enracinent dans des décennies de compétition et de coopération. Le souvenir du traitement réservé à Dassault Aviation dans les années 80 a laissé des traces durables. En effet, le leader français fut exclu du programme Eurofighter à cause de divergences d'opinions. Dassault voulait alors que l'avion puisse atterrir et décoller depuis le porte-avions Charles de Gaulle, ce qui entraîne des modifications importantes de la structure de l'avion. De même, la France a toujours tenu à conserver le contrôle intégral de son avion Rafale, produit sans dépendance étrangère.

Dans le cadre du SCAF, la France a revendiqué son leadership sur le NGF, l'élément central du système SCAF. Dassault, maître d'ouvrage, considère ce leadership comme une condition sine qua non pour garantir la cohérence du développement et la maîtrise technologique. Airbus, de son côté, plaide désespérément pour une codirection paritaire entre Paris et Berlin, estimant que la coopération doit être équilibrée, sur le plan financier, tout comme sur le plan industriel.

Les désaccords les plus profonds entre les deux partenaires portent sur plusieurs volets : le moteur du NGF, confié à Safran (France) et MTU (Allemagne), il a fait l'objet de désaccords sur la répartition des tâches pour le développement du moteur ; le pilotage du projet, pour lequel Dassault souhaite un leadership clair sur le NGF, tandis qu'Airbus veut une approche beaucoup plus collaborative ; enfin, la propriété intellectuelle, pour laquelle la France refuse tout partage intégral des technologies sensibles développées pour le Rafale. Ces désaccords techniques se doublent d'enjeux politiques : en Allemagne, la coopération avec la France est perçue comme un moyen de rééquilibrer la dépendance vis-à-vis des États-Unis, mais aussi comme un risque de perte de souveraineté industrielle. Le SCAF révèle la persistance d'une logique de compétition entre les deux partenaires sous couvert de coopération industrielle.

B) Des divergences stratégiques et politiques plus profondes

Au-delà de l'industrie, les visions de la défense divergent. La France privilégie une approche offensive et expéditionnaire : elle conçoit le SCAF comme un outil de projection de puissance, compatible avec sa dissuasion nucléaire et ses interventions extérieures. De son côté, Berlin, fortement marqué par une culture stratégique plus prudente, privilégie la défense du territoire et l'ancrage dans l'OTAN (Le Monde, 2025). Ces différences s'expliquent également par des contraintes politiques internes inhérentes aux pays du Vieux Continent. En France, le pouvoir exécutif décide seul des grands programmes d'armement, une vision diamétralement opposée à celle d'outre-Rhin, puisqu'en Allemagne, le Bundestag, le Parlement, doit valider chaque étape budgétaire, ce qui a tendance à ralentir fortement les décisions.

Ces écarts structurels ont conduit le programme à plusieurs blocages successifs : le gel des discussions industrielles en 2021, puis la relance en 2022 et uniquement après une médiation politique au plus haut niveau.

Même après cet accord, les tensions persistent, principalement en ce qui concerne la répartition des tâches et sur la gouvernance du programme (Meta-Défense, 2025).

Ainsi, derrière le discours d'unité européenne, le SCAF illustre aussi deux philosophies de la puissance : la France attachée à une autonomie stratégique et à un contrôle étatique fort, et l'Allemagne, cherchant l'équilibre entre coopération européenne et cadre otanien.

III/ LE SCAF, RÉVÉLATEUR DES DÉFIS DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

A) Un projet symptomatique des limites de l'Europe de la Défense

Le SCAF révèle les contradictions structurelles de la défense européenne. D'un côté, les États affirment vouloir mutualiser leurs efforts ; de l'autre, chacun défend jalousement sa souveraineté industrielle, économique et stratégique (Sénat, 2019). Les divergences sur le leadership industriel, la gouvernance et la propriété intellectuelle témoignent du manque de cadre politique unifié pour piloter de tels programmes à l'échelle européenne. Le programme SCAF souffre ainsi de trois faiblesses récurrentes : une gouvernance éclatée, dépendante des volontés politiques nationales ; des cultures industrielles différentes, entre la centralisation française et le fédéralisme allemand ; et enfin une absence de vision stratégique commune qui empêche de définir un concept d'emploi partagé du futur système. Ces obstacles ne concernent pas uniquement le programme SCAF, ils reflètent les limites d'un modèle de coopération fondé sur la superposition d'intérêts nationaux, qui se retrouvent dans d'autres programmes d'armement comme le programme Medium Altitude Long Endurance Remotely Piloted Aircraft System (MALE RPAS) de drone européen ou comme le Main Ground Combat System (MGCS).

B) Des perspectives d'évolution et de relance

Malgré les tensions, le programme SCAF n'est pas non plus condamné à l'échec. L'entrée de la Belgique comme observateur, la consolidation de l'Espagne et la reprise de la phase 1B en 2024 démontrent une volonté de poursuivre la coopération (Ministère des Armées, 2023).

Pour réussir, le SCAF devra cependant répondre à trois impératifs cruciaux : renforcer la gouvernance politique en créant une autorité de pilotage européenne commune ; garantir une répartition équitable des retombées industrielles, tout en respectant les compétences de chaque acteur ; enfin, assurer la cohérence stratégique en harmonisant les doctrines d'emploi et les besoins opérationnels.

Plus largement, le SCAF doit s'inscrire dans une réflexion globale sur la place de l'Europe dans le monde. Face à la guerre en Ukraine, aux tensions indo-pacifiques et au réarmement américain, la question n'est plus de savoir si l'Europe doit défendre sa souveraineté, mais comment elle peut le faire, et surtout comment elle peut le faire de façon unifiée. Dans ce contexte, le SCAF apparaît non seulement comme un projet d'armement, mais comme un véritable test politique et symbolique pour l'avenir de la puissance européenne.

Conclusion

Le SCAF illustre la tension entre ambition commune et réalité nationale. Conçu comme pilier de la future défense européenne, il se heurte à des rivalités industrielles, à des divergences stratégiques et à un manque de gouvernance politique claire.

Pourtant, malgré ces difficultés, le programme incarne une ambition européenne nécessaire, mais il démontre aussi que la souveraineté européenne ne pourra se construire que par la coopération, mais aussi par la confiance.

Le SCAF ne doit donc pas être vu comme un échec, mais comme un laboratoire de la défense européenne : un terrain d'apprentissage, où se dessinent les contours d'une Europe capable de défendre seule ses intérêts.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de revues scientifique et de Think Tank

- Institut français des relations internationales [IFRI]. (2023). Des jumeaux mal en point : le SCAF et le char du futur, la coopération franco-allemande à l'épreuve. IFRI - Études de l'Ifri.
<https://www.ifri.org/fr/etudes/des-jumeaux-mal-en-point-le-scaf-et-le-char-du-futur-et-la-cooperation-franco-allemande>
- École de Guerre Économique [EGE]. (2022). Industrie de défense en France et en Europe. École de Guerre Économique.
https://www.ege.fr/sites/ege.fr/files/media_files/industriededefenseFrance.pdf

Rapports gouvernementaux et officiels

- CESE. (2025). Avis sur l'industrie européenne de défense et la coopération franco-allemande. Conseil économique, social et environnemental.
<https://www.lecese.fr>
- Dassault Aviation. (2025). Le SCAF : un projet de souveraineté européenne. Dassault Aviation - Actualités.
<https://www.dassault-aviation.com>
- Ministère des Armées. (2023). Entrée de la Belgique comme observateur au sein du programme SCAF. Ministère des Armées - Actualités.
https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/ministere-armees/20.06.2023_Entr%C3%A9e%20de%20la%20Belgique%20comme%20observateur%20au%20sein%20du%20programme%20SCAF.pdf
- Ministère des Armées. (2025). SCAF : un chantier en cours, une ambition intacte. Ministère des Armées - Actualités.
<https://www.defense.gouv.fr/actualites/scaf-chantier-cours-ambition-intacte>
- Sénat. (2019). La coopération franco-allemande en matière d'armement : constats et perspectives. Rapport d'information n° 599 (2018-2019), Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
<https://www.senat.fr/rap/r18-599/r18-599.html>

Sitographie

- Atlantico. (2025). La France et l'Allemagne ne s'entendent pas sur le projet d'avion de chasse européen du futur SCAF. Atlantico.
<https://atlantico.fr/article/pepite/defense-europeenne-france-allemagne-entendent-pas-projet-avion-chasse-europeen-futur-scaf-espagne-europe-rafael-eurofighter-dassault>
- Le Monde. (2025). Le projet franco-allemand d'avion de combat du futur plus menacé que jamais. Le Monde.
https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/02/le-projet-franco-allemand-d-avion-de-combat-du-futur-plus-menace-que-jamais_6644077_3210.html
- Le Monde. (2025). L'avion de chasse du futur, symbole des divisions européennes sur la défense. Le Monde.
https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/06/24/l-avion-de-chasse-du-futur-symbole-des-divisions-europeennes-sur-la-defense_6615629_3234.html
- Meta-Defense. (2025). Quelle stratégie pour le programme SCAF si la France devait faire seule ? Meta-Defense.
<https://meta-defense.fr/2025/09/25/quelle-strategie-programme-scaf-france/>
- Zonebourse. (2025). Paris veut une participation de 80 % dans le projet SCAF. Zonebourse.
<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Paris-veut-une-participation-de-80-dans-le-projet-Scaf-50448531/>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Julie Pouzol et Pauline Piard, toutes deux coprésidentes, Victor Farrugia, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Ophélie Calichama, Benjamin Rohart, Houngbedji Edem Zangbe, Clémence Denis, Jade Hin-Cellura, Élysée Grace Banbungu Maya, Konovalenko Oleksandr, Ndeye Aminata Ndiaye, Louise Lemaire et Gauthier Borgogno pour leurs articles de qualité.

Nous adressons un grand merci à Louna Proniaev, Émilie Sterna et Marie-Clarté de Scorraille à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous tenons à remercier Louise Chesnais et Camille Dults, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi, nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART